

NOUVELLES DE L'OTAN

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD • SERVICE DE L'INFORMATION • PARIS

PUBLICATION MENSUELLE

Volume 9 - N° 5 - mai 1961

DANS CE NUMÉRO :

LE ROLE DE L'OTAN AUJOURD'HUI

par Halvard Lange

UN PAYS EN PLEINE ACTIVITÉ

par Per Monsen

L'AIDE PEUT-ELLE COMBLER L'ÉCART ?

par H. Wentworth Eldredge

DÉFENSE ANTI-SOUS-MARINE : LA SCIENCE RATTRAPE LE RETARD

par Douglas Windham-Harris

NOUVELLES DE L'OTAN

MAI 1961



SOMMAIRE

LE ROLE DE L'OTAN AUJOURD'HUI, par Halvard Lange	page 1
LE NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN.	3
UN PAYS EN PLEINE ACTIVITÉ, par Per Mønsen	4
L'AIDE PEUT-ELLE COMBLER L'ÉCART ? par H. Wentworth Eldredge.	7
DÉFENSE ANTI-SOUS-MARINE : LA SCIENCE RATTRAPE LE RETARD, par Douglas Wyndham-Harris	13
LA NORVEGE : PAYS DE CONTRASTES	18
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD	
Réunion ministérielle à Oslo	21
Douzième anniversaire de l'OTAN	21
Comité Militaire	21
COMMANDEMENTS ET ORGANISMES DE L'OTAN	
Commandement allié en Europe	22
AGARD.	22
DOCUMENTATION	
Le budget de la Défense des Etats-Unis pour 1962.	23
Rapport de l'O.E.C.E. sur l'aide économique	25
BIBLIOGRAPHIE	27

DIVERS

« OSCAR » britannique pour « Vu du ciel », page 12 ; Conférence de Parlementaires à Lisbonne, page 12 ; L'Assemblée générale de l'A.F.C.A., page 12

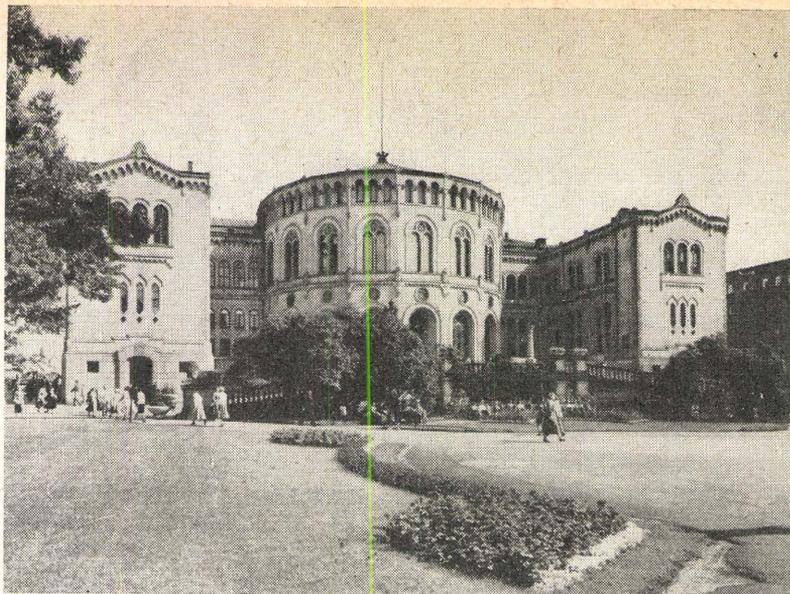
Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées sous l'autorité du Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Leurs articles ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses Gouvernements membres pris séparément.

LE ROLE DE L'OTAN AUJOURD'HUI

Message de

M. Halvard Lange

Ministre des Affaires étrangères
de Norvège, aux lecteurs des
Nouvelles de l'OTAN.



Le **Storting**, Assemblée Nationale norvégienne, où se tiendra la réunion du Conseil ministériel de l'OTAN, du 8 au 10 mai.

LA création du Traité de l'Atlantique en 1949 fut la réponse de l'Ouest à la menace d'agression militaire de l'Union soviétique.

Le but premier de cette nouvelle alliance était, en fait, de stopper tout progrès de l'expansion soviétique en Europe. La preuve la plus éloquente de la raison d'être de l'OTAN est que, depuis sa création, il y a 12 ans, aucune frontière nationale n'a été déplacée en Europe.

Et, cependant, l'action de l'OTAN n'a pas été une seule action de « frein » : grâce au système de défense commune mis en place et au développement de nouvelles armes, nos antagonistes savent maintenant qu'il n'est plus raisonnable d'envisager une solution militaire au conflit Est-Ouest. En conséquence, ils ont été obligés de réviser leur théorie d'un conflit inévitable. Bien que l'interprétation soviétique de la nouvelle doctrine de coexistence pacifique ne marque pas par son attitude de coopération avec l'Ouest, il est indéniable que la situation nouvellement créée est préférable à la précédente.

L'objectif militaire de l'OTAN doit donc toujours être d'empêcher que l'Occident ne se trouve dans une situation qui pourrait inciter nos adversaires à se tourner vers une solution militaire du conflit.

L'OTAN va avoir, de plus, un rôle important à jouer dans les négociations avec les leaders soviétiques pour mettre fin à l'actuelle division du monde, négociations auxquelles, tôt ou tard, on sera fatalement conduit. La coopération militaire à l'intérieur de la structure de l'OTAN constituera alors l'assurance qu'au cours de ces négociations nous ne serons pas contraints par la violence ; et notre coopération politique interdira à l'Union soviétique de faire jouer un pays de l'Ouest contre un autre.

L'objectif à long terme de l'Ouest doit être, au travers de la politique de l'OTAN, dans les autres

organisations alliées de l'Ouest, comme dans les assemblées des Nations Unies, de convaincre l'Union soviétique que l'Occident n'est pas une « jument pousseuse » comme Khrouchtchev se plaît à le dire, et que les plans de suprématie mondiale du monde communiste ne peuvent s'inscrire dans la réalité.

LE PLAN A LONG TERME ACTUEL

La rupture du système colonialiste — une étape à la fois souhaitable et inévitable — les grands progrès technologiques dans les domaines militaire et autres, ainsi que l'accroissement de la puissance politique, économique et militaire de l'U.R.S.S. ont déterminé aujourd'hui une situation mondiale très différente de celle existant lorsque fut créée l'OTAN en 1949.

Les leaders du monde communiste ont, de toute évidence, profité de cette nouvelle situation pour servir leurs visées. Aujourd'hui, ils concentrent leurs efforts et leur attention sur les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud, où leur emploi initial de menaces a été remplacé par un système d'approches politiques, économiques et psychologiques infiniment plus subtil.

Afin de relever le nouveau défi et d'être en mesure d'avoir la certitude que les événements évolueront dans un sens favorable, il sera nécessaire à l'Ouest de faire le point de sa situation en tant que bloc occidental au sein d'un monde en rapide évolution, et non de se cramponner à un illusoire statu quo.

Dans cette ligne de conduite, l'Ouest devra déterminer les méthodes et les moyens à sa portée — tant dans l'immédiat qu'à long terme. Il ne faut pas que ces jugements soient définitifs, car ils doivent évoluer à la lumière des événements.

L'OTAN est une alliance défensive sur le plan militaire et doit le rester ; mais nous n'avons pas à prendre une attitude défensive dans les autres champs d'activités où nous projetons de nous engager. Le défi qui nous attend et les conditions dans lesquelles nous aurons à travailler seront bien plus complexes que dans le domaine militaire et c'est pourquoi les méthodes à employer doivent être différentes. Au point de vue défensif, une structure de commandement unifiée et un plan d'action concertée se sont avérés nécessaires et cela a été accepté par tous les pays membres malgré les traditions propres à chacun. Mais en dehors du domaine militaire, si nous devons coordonner nos plans au maximum, je ne pense pas qu'il soit possible ni même souhaitable de viser à obtenir la même unité de commandement. Et ce ne sera pas nécessairement par la seule entremise de l'OTAN que nous pourrions le mieux poursuivre les objectifs non-militaires que nous serions amenés à adopter. Ces considérations de base devraient donc, à mon avis, être bien ancrées dans nos esprits au moment où l'OTAN va s'engager dans un plan à long terme.

CE QUE L'OTAN SIGNIFIE POUR LA NORVEGE

Depuis la création de l'OTAN, et jusqu'à présent, la Norvège a fondé son système de défense et sa politique étrangère sur la coopération entre les pays membres, basée sur la solidarité et les obligations mutuelles. Cette participation à l'OTAN a donné à notre pays et à son gouvernement le



photo OTAN par Eddy van der Veen
M. Halvard Lange.

sentiment de sécurité qui était nécessaire pendant ces années angoissantes de tension internationale que traverse le monde. Ayant une frontière commune avec l'Union soviétique, nous avons toujours ressenti avec acuité le besoin de maintenir de bonnes relations avec notre voisin de l'Est. Nous ne voyons pas comment notre appartenance à une organisation que tous les pays membres considèrent comme une alliance strictement défensive, pourrait aller à l'encontre de ces considérations.

Le gouvernement norvégien s'attend avec confiance à ce que l'appartenance de la Norvège à l'OTAN soit comprise et respectée par tous les pays qui désirent maintenir des relations amicales avec le nôtre.

La politique étrangère et défensive adoptée par le gouvernement à la suite de la participation de la Norvège au Traité de l'Atlantique Nord a rencontré un accueil enthousiaste au **Storting** et auprès du grand public. Aujourd'hui il n'existe aucune alternative valable en ce qui concerne cette adhésion à l'alliance défensive de l'Occident. Le renforcement de notre union dans les domaines politique, économique, technique et scientifique a aussi rencontré la compréhension et le soutien général.

J'ai le ferme espoir que les buts pacifiques que nous poursuivons au sein du Traité et notre désir manifeste d'un authentique désarmement prouveront la signification véritable de notre grande alliance.

M. Halvard M. Lange.

qui fut Président du Conseil de l'Atlantique Nord de 1959 à 1960, est Ministre des Affaires étrangères de Norvège depuis 1946. Né à Oslo en 1902, il reçut un diplôme de philologie à l'Université de cette ville. Il étudia aussi la sociologie et l'histoire économique au « School of Economics » de Londres et à l'Université de Genève.

M. Lange fut chargé de conférences d'histoire économique à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales d'Oslo, puis Secrétaire de l'Association pour l'éducation des travailleurs norvégiens et professeur d'histoire moderne à l'Université d'Oslo. De 1938 à 1940 et de 1945 à 1946, il fut directeur de l'Ecole du Travail de Soermarka.

Après avoir été membre du parti social démocrate, M. Lange devint, en 1933, membre du Comité exécutif national du parti travailliste, en 1940, membre adjoint du Comité Nobel du Parlement norvégien, et de 1945 à 1946, membre titulaire de ce Comité. Arrêté par la Gestapo en août 1940, libéré en juin 1941, arrêté à nouveau en août 1942, il fut déporté en camp de concentration en Allemagne jusqu'à la fin de la guerre. De retour en Norvège, il devint membre du Comité Exécutif du parti travailliste. Il fut nommé Ministre des Affaires étrangères en 1946, fut chef de la Délégation norvégienne à la Conférence de la Paix à Paris en 1946, et de la délégation norvégienne aux séances de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Avec M. Pearson et M. Martino, respectivement Ministres des Affaires étrangères du Canada et de l'Italie, M. Lange fut responsable du Rapport établi en 1956 par le Comité des « Trois Sages », chargé de recommander au Conseil de l'Atlantique Nord « les mesures à prendre pour améliorer et développer la coopération entre pays de l'O.T.A.N. et pour accroître l'unité au sein de la Communauté Atlantique ».

M. STIKKER,

LE NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN

Le communiqué suivant fut publié à Paris le 18 avril : « Les gouvernements des pays membres de l'OTAN ont, à l'unanimité, décidé d'offrir le poste de secrétaire général de l'OTAN à M. Dirk U. Stikker, ancien ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, actuellement représentant permanent de son pays au Conseil atlantique. »

M. Stikker est né à Winschoten (Pays-Bas), en 1897, et fit ses études de droit à l'Université de Groningen, où il passa son doctorat en 1922. Etant devenu banquier, il ne tarda pas à montrer sa compétence en qualité de directeur régional de la « Twentsche Bank ». En 1935, M. Stikker fut nommé directeur général de l'importante Société de brasserie Heineken, à Amsterdam. Ce poste lui permit de mettre à profit ses connaissances dans le domaine de la finance internationale et de réaliser une fusion entre des brasseries belges, françaises, hollandaises et suisses.

Devenu président de l'Association des employeurs néerlandais, il profita de son expérience pour organiser sous l'occupation allemande des réunions clandestines de dirigeants syndicaux et contribua au financement du Mouvement de résistance des Pays-Bas. Après avoir établi ces contacts, M. Stikker eut l'idée de créer un organisme qui permettrait de poursuivre, d'une façon régulière, les discussions engagées entre les employeurs et les travailleurs. Ainsi naquit en 1945, la Fondation du Travail, dont M. Stikker devint le premier président. Cette fondation, au sein de laquelle le patronat et les syndicats abordent ensemble les problèmes économiques et sociaux des Pays-Bas pour essayer de les résoudre dans un climat d'unanimité, eut une profonde influence sur le rétablissement du pays après la guerre. Grâce à des concessions mutuelles, le Royaume des Pays-Bas opéra un rapide redressement industriel qui lui permit d'être le premier pays européen à ne plus avoir besoin de l'aide Marshall.

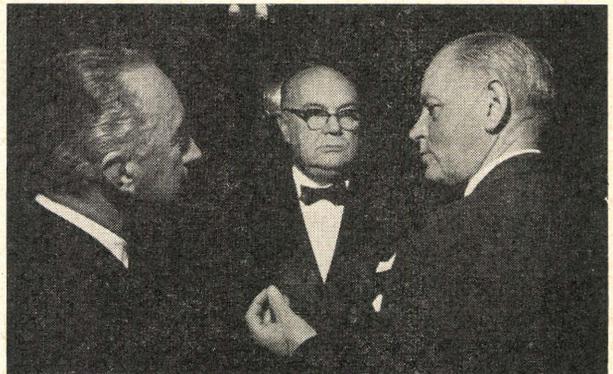
En 1946, M. Stikker fonda le « Parti de la Liberté » qui, l'année suivante, fusionna avec un autre groupe et devint le Parti libéral néerlandais, sous la présidence de M. Stikker. De 1946 à 1948, il fut membre de la première Chambre des Etats généraux (Sénat). Pendant cette période, il fit partie de la délégation des Pays-Bas à la Conférence de la table ronde avec les Indes occidentales néerlandaises. Nommé ministre des Affaires étrangères en 1948, il fut, en 1950, d'abord conciliateur politique de l'OECE, puis président de cette organisation. Ambassadeur à Londres de 1952 à 1958, il devint alors représentant permanent des Pays-Bas au Conseil de l'Atlantique Nord, après avoir été l'un des signataires du Traité de 1949 qui créa l'Alliance.

M. Stikker est marié et a deux fils. Grand connaisseur, il a une remarquable collection de tableaux et d'objets d'art dans sa villa de Menaggio, en Italie.

(Photo Eddy van der Veen)



M. Dirk Stikker



Le nouveau Secrétaire Général en conversation avec M. Paul-Henri Spaak, son prédécesseur, et M. Casardi, qui assura l'interim.

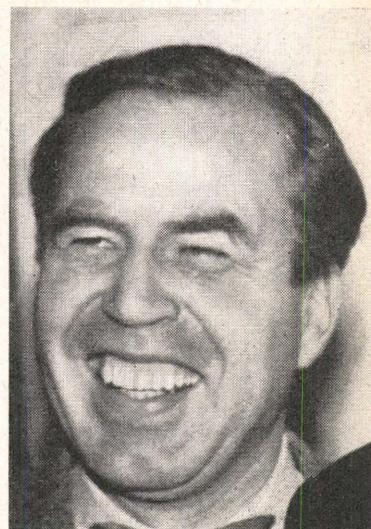
Photo Dominique Berretty

UN PAYS EN PLEINE ACTIVITÉ

par

Per Monsen

Rédacteur politique du journal d'Oslo
Arbeiderbladet



M. Per Monsen

LES rutilantes affiches représentant la Norvège avec ses fjords, ses sommets enneigés et ses jolies filles en costume national sont des clichés par trop répandus dans beaucoup de pays. Elles ont pour but d'attirer les touristes vers le Nord. Plus de 2 millions d'étrangers ont visité la Norvège l'année dernière et ce chiffre sera sans doute dépassé en 1961. Les Norvégiens pensent avoir bientôt plus de visiteurs étrangers chaque année que leur pays ne compte d'habitants ! Le danger de surpopulation ne menace guère cependant, car la densité n'est que de 11 habitants au km². Sur une superficie totale de 324.000 km², moins de 5 % sont cultivés, et d'ailleurs au prix de durs efforts, car il s'agit souvent d'un véritable défi à la nature.

Vue d'avion la Norvège est un pays de chaînes montagneuses et de plateaux, parsemé de glaciers, de landes et de lacs. L'avion survole des vallées et des forêts profondes et on aperçoit des milliers d'îlots rocheux disséminés au large de la côte. Le paysage ne peut manquer d'apparaître très pittoresque au touriste, mais à d'autres il peut inspirer moins d'enthousiasme, comme par exemple au ministre des Transports et des Communications, quand il essaie d'obtenir des budgets pour les routes, les aérodromes, les chemins de fer et le réseau téléphonique afin d'assurer les liaisons à travers ce pays vaste et accidenté.

Vous pouvez encore trouver — surtout sur les flancs des vallées et dans les hameaux des fjords — des Norvégiens qui revêtent le costume national dans les occasions solennelles. Tout cela est très bien pour le touriste ; mais, en réalité, les Norvégiens sont plus habitués à porter des salopettes, des costumes en térylène, des blouses en nylon et des robes de coton. Même les traditionnels sous-vêtements de laine ont pratiquement disparu de la vie norvégienne, à la plus grande joie des enfants qui

déambulent en chemisette et en blue-jeans l'été, ne rajoutant qu'un gros tricot, des pantalons de ski et des bottes en caoutchouc à la saison froide qui, entre parenthèses, dure plus de la moitié de l'année.

La science moderne et le progrès technique sont en train de conquérir le rude paysage norvégien. Sur les plus hauts pics montagneux on peut découvrir des blocs et des tours de béton qui pointent vers le ciel. Il s'agit d'une chaîne de stations radio qui relie tout le pays, depuis la mer du Nord jusqu'à l'océan Arctique et depuis les côtes de l'Atlantique Nord jusqu'à la frontière suédoise. Ce réseau fait partie de l'infrastructure de l'OTAN et répond aux besoins civils aussi bien que militaires. Pour l'OTAN, il était indispensable d'établir un bon système de télécommunications en Norvège, car ce pays couvre le tiers de la frontière commune entre l'Europe occidentale et l'Est. Pour les Norvégiens, ce relais par radio, dont la capacité en temps de paix est excédentaire, représente un excellent moyen de liaisons à usages civils. Parmi les bénéficiaires, se trouvent les futurs téléspectateurs dans les endroits les plus reculés du pays, où la télévision ne fit son apparition qu'en 1960, à cause de l'éparpillement de la population et des barrières naturelles qui créèrent de sérieuses difficultés.

NOUVELLES RESSOURCES

Dans d'autres domaines, la vie a également changé. De nos jours, la Norvège ne vit plus uniquement de ses anciennes ressources : la pêche, la forêt, l'agriculture et la production minière. Certes, le poisson, le bois et le minerai de fer forment encore ses ressources naturelles les plus précieuses. Mais elles sont limitées. C'est grâce à ses richesses en énergie hydro-électrique à bon marché que la Nor-

vège a pu faire d'énormes progrès dans le domaine industriel au cours de la dernière génération. Les Norvégiens consomment aujourd'hui deux fois plus d'électricité par habitant que les populations de pays plus industrialisés comme les Etats-Unis et la Suède, et les possibilités ne sont encore que partiellement exploitées.

Le faible prix de revient de la force hydro-électrique a fait de la Norvège un des premiers producteurs d'aluminium d'Europe et, lorsque les plans actuels seront réalisés, elle sera en tête. Elle vient aussi au premier rang des exportateurs européens de ferro-alliages et sa production électrochimique est considérable. Ajoutez à cela sa flotte marchande qui, avec une capacité de 11 millions de tonnes, est la troisième du monde et probablement la plus moderne, et vous aurez l'explication du haut niveau de vie dont jouissent les Norvégiens malgré leur sol rocailleux.

Ainsi, après tout, les Norvégiens ne devraient pas se montrer ingrats envers la nature : elle a été généreuse. Grâce au Gulf-Stream, elle a opéré un petit miracle, en donnant à ce pays qui est à la même latitude que le Groenland et l'Alaska un climat relativement tempéré, des ports libres de glaces et de riches terrains de pêche le long des côtes.

CONTRASTES SAISSANTS

La grande transformation de la vie économique se répercute profondément sur le pays. Elle crée des contrastes saisissants. Dans l'un des fjords, vous trouvez un paysage idyllique avec de petites fermes accrochées aux flancs des collines et des habitants qui mènent une vie très simple avec deux ou trois têtes de bétail, quelques moutons et des chèvres. Dans le fjord d'à côté, une ville industrielle trépidante a poussé en un temps record ; elle produit de l'aluminium et voit les navires du monde entier accoster à ses quais. Les jeunes fermiers et pêcheurs sont passés au service de l'industrie. Depuis la guerre, plus d'un tiers de la population rurale s'est repliée sur les villes et les agglomérations industrielles, créant ainsi une pénurie de logements, malgré le programme de construction du gouvernement, qui a permis de bâtir des maisons pour plus d'un million d'habitants. Cet exode a accéléré le développement de la mécanisation dans l'agriculture et l'exploitation forestière. Le même phénomène se produit, mais plus lentement, pour les pêcheries, où les techniques modernes de réfrigération ont révolutionné la production et le marché.

Cette rapide évolution est un problème majeur dans un pays prospère. L'expansion industrielle draine les ressources nationales. La construction de barrages et de stations hydro-électriques capables d'alimenter les installations industrielles modernes entraîne d'énormes dépenses. Il en va de

même pour les usines. Afin de maintenir le rythme de son expansion économique, la Norvège doit avoir recours à des prêts et des investissements étrangers.

Mais cette expansion industrielle n'est pas également répartie. Dans beaucoup de régions, notamment le long de la côte occidentale et dans le Nord, il y a du chômage saisonnier, tandis que dans d'autres endroits comme Oslo il est impossible d'atteindre la pleine capacité de production à cause du manque de main-d'œuvre. La Norvège n'est pas le seul pays à connaître ces difficultés, mais les Norvégiens les ressentent plus vivement que la plupart des autres peuples. Ce n'est pas facile de changer de métier quand cela implique un déplacement souvent aussi loin que de Copenhague à Rome. Un tel voyage peut durer plusieurs jours. En outre, quand une île ou une vallée ne compte que quelques centaines d'habitants, chaque personne qui s'en va est difficile à remplacer.

Un endroit où il y a toujours de la place pour un jeune Norvégien, c'est à bord d'un bateau. La flotte marchande compte entre 60.000 et 70.000 marins. Parcourir les mers était autrefois une aventure. Aujourd'hui, plus de 90 % des bateaux norvégiens sillonnent les océans et souvent les marins attendent un ou deux ans avant de pouvoir jouir momentanément du bien-être, de la sécurité et du confort de leur pays. Les baleiniers sont plus heureux ; 6 ou 7.000 d'entre eux partent chaque hiver vers l'Antarctique, parcourent la moitié du globe pour capturer les baleines et retrouvent avec le printemps leurs petites maisons de bois aux jardins fleuris le long du fjord d'Oslo, d'ordinaire avec un porte-monnaie suffisamment rempli pour leur permettre d'attendre la saison prochaine. Mais la pêche à la baleine va bientôt disparaître et avec elle une autre tradition de la vie norvégienne.

La population, bien entendu, est également touchée par ces transformations. Mais pas beaucoup. Bien que les généralisations ne soient jamais vraies, on peut affirmer avec une assez grande certitude que le Norvégien est individualiste, têtu, indépendant et plutôt rude.

La Norvège n'a jamais connu le système féodal. Les fermiers et les pêcheurs ont toujours été des hommes libres. Ceux qui abandonnent les côtes et les vallées pour s'installer dans les villes gardent des liens étroits avec la campagne et sont habitués à vivre près de la nature. Ils n'ont pas encore atteint le niveau d'urbanisation des citadins européens. La seule grande ville est Oslo, la capitale, avec près de 500.000 habitants. On peut y entendre tous les dialectes du pays. Bergen, sur la côte occidentale, avec ses 115.000 habitants, et Trondheim, porte du nord de la Norvège, avec ses 60.000 habitants, ont des traditions urbaines plus développées. Mais dans toutes ces grandes villes, comme dans les plus petites, on considère qu'il est vital de pouvoir se rendre facilement en pleine campagne.

La natation, la voile ou la pêche en été, le ski et le patinage en hiver, ou alors de simples excursions à pied, font partie de la vie quotidienne. Cela est sain aussi bien que stimulant et explique peut-être pourquoi la durée moyenne de la vie des Norvégiens est plus élevée que celle des autres peuples.

AMOUR DE L'INDEPENDANCE

En politique, les Norvégiens ont souvent penché vers le radicalisme. La Norvège recouvra son indépendance en 1814 après les guerres napoléoniennes, au moment de la dissolution du royaume de Danemark-Norvège. Mais les Norvégiens refusèrent d'obéir aux nouveaux maîtres de l'Europe et de constituer une union avec la Suède. Ils adoptèrent une constitution libérale, à l'imitation de celles de la France et des Etats-Unis, abolirent la noblesse et garantirent l'égalité des droits pour tous les citoyens. Ils furent cependant obligés de se soumettre à la force armée suédoise, mais purent sauvegarder leur Constitution. En 1905, la Norvège se sépara pacifiquement de la Suède, élit son propre roi et commença une nouvelle vie nationale et indépendante. Ces souvenirs historiques ont rendu les Norvégiens sensibles à la lutte des autres pays pour leur indépendance, et aussi au mouvement anti-colonialiste actuel. Les idées démocratiques, qui ont des racines naturelles dans l'histoire et la tradition de la vieille Norvège, furent vite adoptées. Le développement social et économique des dernières années a consolidé le système démocratique en créant une société aussi prospère que dans les autres pays scandinaves. La guerre et l'occupation nazie n'ont fait que renforcer la conviction que la vie est intenable sans la liberté et la démocratie. Toute tentative de nazification se heurta à une résistance inflexible. La lutte côte à côte avec les alliés rompit un siècle d'existence pacifique, mais elle porta un coup fatal à la doctrine neutraliste.

Le Parti travailliste norvégien, qui est un parti social-démocrate, domine la scène politique depuis plus de 25 ans, ayant obtenu une majorité absolue au Parlement pendant toutes les années d'après-guerre. Cette orientation vers la gauche est expliquée de façons différentes par les porte-paroles du gouvernement et par les partis d'opposition, mais je crois que cela réside dans le fait que les richesses et les revenus sont sans doute plus équitablement répartis en Norvège que dans aucun pays d'Europe occidentale. La grande majorité des fermiers sont de petits propriétaires, 90 % des fermes ayant moins de 10 hectares. Les pêcheurs ont l'habitude d'acheter leur bateau et leur matériel. Dans ces activités traditionnelles, les coopératives ont joué un rôle impor-

tant et, ainsi, le mouvement ouvrier a pu trouver des bases plus larges que dans les pays où le syndicalisme est presque exclusivement réservé aux travailleurs industriels. Restons-en là en ce qui concerne la politique. Il y aura des élections en automne, et on ne sait jamais !

FACE A LA REALITE

Revenons-en à notre affiche avec la jolie fille en costume national et les montagnes couronnées de neige. Cela n'est pas faux, mais ne constitue qu'une petite partie de la vérité. Les Norvégiens sont parfois irrités par ces affiches, car ils n'aiment pas que les étrangers aient l'impression qu'ils vivent dans un musée folklorique au fin fond de l'Europe !

La Norvège est aujourd'hui un pays en pleine activité, qui travaille dur pour s'adapter à l'âge nouveau de la machine et de l'atome. Un réacteur atomique, conçu et réalisé par des ingénieurs norvégiens, fonctionne déjà pour les besoins industriels. Sans doute la Norvège est un petit pays qui a des ressources limitées. Aussi les Norvégiens doivent-ils, dans beaucoup de domaines, compter sur la collaboration internationale, sur la compétence technique et les travaux de recherche des nations plus grandes. Mais ce peuple a l'habitude de gagner sa vie sur les rivages étrangers. Les Vikings l'ont fait à leur manière et les Norvégiens d'aujourd'hui savent qu'ils ne peuvent assurer leur subsistance que grâce au commerce international. L'exportation de certaines marchandises leur permet de couvrir leurs énormes frais d'importation. Ils doivent se procurer de nombreux produits indispensables, depuis les céréales et le pétrole jusqu'aux matières premières pour l'industrie. La Norvège doit, en fait, acheter à l'étranger 40 % de ses besoins. Voilà pourquoi les Norvégiens ont l'impression de vivre, non pas en marge de l'Europe, mais au centre d'un monde où les distances ne signifient plus rien. Ils sont vaguement conscients du problème de la « balance des paiements », mais pas outre mesure puisqu'ils sont satisfaits et savent que 1960 fut une année record dans l'histoire de l'économie norvégienne.

De bien des façons, la Norvège évoque un pays frontière où les ressources ne connaissent pas encore leur plein emploi et où il y a de grandes possibilités futures d'expansion. Ou alors on peut la considérer comme un pays adolescent sur un vieux continent, avec le visage fouetté par l'écume salée de l'Atlantique et la chevelure balayée par le vent frais des montagnes. Cela vous donne un sentiment de bien-être et vous n'avez jamais plus envie de vivre ailleurs.



L'AIDE PEUT-ELLE COMBLER L'ÉCART ?

par

H. Wentworth Eldredge

Président de la Division de Sociologie
de Dartmouth College, à Hanover,
dans l'Etat de New-Hampshire, aux U.S.A.



M. H. Wentworth Eldredge.

L'ASPECT le plus explosif de l'actuelle « révolution des aspirations grandissantes » qui souffle sur les pays sous-développés est que cette révolution n'assouvira pas tous les désirs. La froide arithmétique des intérêts composés prouve que les buts démesurés de ces nombreux peuples de couleur ne peuvent être atteints dans un avenir prévisible et que, d'autre part, le fossé entre les niveaux de vie élevés de l'Occident et ceux des peuples moins avancés s'agrandira rapidement. Cette situation est aussi dangereuse que l'écart dans la production des missiles ! Il est purement et simplement impossible de satisfaire l'impatience des jeunes Etats indépendants en ce qui concerne la transformation de leurs économies primitives afin qu'ils puissent jouir des avantages rêvés de la civilisation industrielle. Il y aura sans aucun doute de la déception (frustration), de l'irritation (tension) et des troubles (agression). Les événements de Cuba et du Congo en sont des exemples.

Le revenu annuel de 200 dollars par habitant (qui n'est pas rare dans les économies primitives d'aujourd'hui) n'atteindra que 325 dollars d'ici 10 ans, pourvu que le taux de progression annuelle de 5 % ne soit pas trop optimiste. Pendant ce temps, le revenu annuel de chaque Américain passera de 1.400 dollars à 2.280 dollars. C'est-à-dire que la différence entre les niveaux de vie aura augmenté de 1.200 dollars à 1.965 dollars ! Mais ceci n'est encore qu'un calcul fictif : aucun pays sous-développé n'est susceptible de voir son économie progresser à un taux annuel net « per capita » de 5 %. En effet, l'expansion démographique (due aux techniques occidentales dans le domaine de l'hygiène, qui réduisent la mortalité) est de nature à ramener le taux d'augmentation net « per capita » à 2,5 % ou même plus bas. Bien entendu, les pays de l'Ouest auront aussi du mal à maintenir sur plusieurs années un taux d'accroissement voisin de 5 % par an, mais nos chances sont meilleures.

Pour résumer les conclusions de G.L. BACH (« Economics. An Introduction to Analysis and Policy », 1958, p. 806) : en supposant que l'Amérique latine puisse atteindre un taux d'accroissement de la production « per capita » net de 2,5 % par an, il faudrait 40 ans pour arriver à l'équivalent du tiers du revenu « per capita » actuel des Etats-Unis. Et si le revenu américain s'accroît au taux minimum de 2 % par an, il faudrait attendre 250 ans pour qu'en Amérique latine le revenu soit équivalent au tiers du revenu américain de l'époque ! En outre, un programme d'industrialisation pour accroître à n'importe quel prix la production « per capita », avec un mépris voulu des valeurs humaines et une brutalité propre au bloc communiste, obtiendrait sans doute un taux de progression plus rapide qu'un tel programme pratiqué avec circonspection sous les auspices bienveillantes du monde occidental.

Du reste, dans les deux cas, mais surtout celui des Occidentaux, une importante part d'investissements serait engagée dans des dépenses d'ordre social (routes, transports, système d'égouts, distribution d'eau, facilités pour l'enseignement, édifices publics, etc...). Cela ne se traduirait pas par une augmentation de la ration de riz ou de viande. Un tel investissement permettrait encore moins aux Indiens de Bolivie, aux tribus papoues ou aux paysans africains d'avoir des radios, des bicyclettes, des vêtements neufs et des logements décents, sans parler des automobiles et des appareils de luxe que l'on trouve dans une société opulente ! L'envie et la jalousie (surtout si des considérations de racisme s'en mêlent) sont des sentiments, hélas, pas rares chez les êtres humains.

LA QUEUE DU TIGRE

En somme, dans ses relations complexes avec les Etats récemment devenus indépendants, l'Ouest se trouve dans la situation d'un homme qui

tient un tigre par la queue. Il est grand temps que tous les membres de l'O.T.A.N. prennent conscience des aspects épineux de ce problème. Personne ne peut échapper aux lourdes tâches qui nous attendent et ceux d'entre-nous qui se cramponnent déjà à la queue du tigre n'osent pas lâcher prise. N'y a-t-il pas là d'échappatoire à ces perspectives angoissantes pour ceux qui croient en une société pluraliste (non totalitaire) et libre ? Les jeunes Etats indépendants vont-ils sombrer dans l'incompétence politique et économique et dans la violence ? Le régime totalitaire est-il le seul possible pour les économies attardées ? Ou bien y a-t-il une issue ?

La solution semble se trouver dans l'acceptation mutuelle par les pays évolués et par les peuples sous-développés d'une attitude positive vis-à-vis de la révolution sociale qui affecte chaque pays du monde séparément et aussi de la révolution générale qui ébranle les relations entre ces pays. Comme dans « A travers le miroir », par l'auteur de « Alice au pays des merveilles », les Occidentaux devront peut-être courir à toute allure sans même gagner du terrain ! Mais il faut courir. Il n'y a pas de solution rapide, de solution facile, de solution « bon marché » : il faudra mettre en jeu la compétence, la foi, les hommes et l'argent sur une vaste échelle avant d'aboutir. Pourquoi les peuples de la communauté occidentale, qui ont inventé la démocratie, la notion de l'Etat en tant que nation, le culte organisé de la religion chrétienne, le capitalisme et le socialisme, sans parler de la science moderne et de la révolution industrielle, ne seraient-ils pas capables d'avoir des pensées et des actions créatrices afin de transmettre (avec discrimination) ces énormes apports au reste des hommes ? Après tout, c'est encore à notre école que les moujiks russes ou les coolies chinois viennent apprendre la civilisation — qu'ils soient paysans ou commissaires du peuple.

En résumé l'Occident — tout l'Occident — doit trouver des expédients plus complexes, plus ingénieux, plus vastes, plus continus et plus massifs pour aider les pays sous-développés à résoudre leurs problèmes sociaux, politiques et économiques. C'est seulement si une conception réaliste du progrès social peut être inculquée aux peuples des nouveaux Etats qu'on leur permettra de réaliser une stabilité politique suffisante et une expansion économique soutenue. Cela est indispensable pour que la lente marche vers la civilisation puisse se poursuivre. Il faut avoir un sérieux espoir que la réalité rejoindra le rêve. Sinon nous finirons tous (les pays évolués comme les autres) par sombrer dans le totalitarisme ou par disparaître dans un désert nucléaire.

LES OBJECTIFS DE BASE

Certains objectifs de base sont généralement admis en vue d'accélérer l'efficacité du plan d'aide occidentale. Il n'y a pas de programme pos-

sible sans un accord unanime sur les buts à atteindre. Ces buts deviennent de plus en plus clairs à tous. Il s'agit, en somme, de créer au sein d'un monde pacifique des économies viables, dirigées par des peuples libres liés entre eux au moins sur le plan économique, et peut-être en partie sur le plan politique (dans des organisations comme le Marché Commun ou l'O.T.A.N.). Si telle est la volonté générale, faisons le point et tâchons de profiter des leçons du passé. Que nous a appris notre expérience dans le domaine de l'aide aux jeunes nations ? Le fruit des années, des investissements et des efforts matériels aussi bien qu'intellectuels peut être analysé sous cinq rubriques principales :

1. **La société rurale traditionnelle.** — Il n'existe pas d'assistance purement économique. La société rurale traditionnelle, de même que certaines villes non industrialisées, seront disloquées sous l'effet du machinisme et des techniques industrielles. Les collectivités locales éclateront ; les structures familiales se désagrégeront ; l'autorité politique et la puissance des anciens changeront ; la vieille religion sera mise en cause, l'édifice social bouleversé et les principes moraux d'un certain mode de vie perdus à jamais. Les populations rurales envahiront les villes. En définitive, ce que les anthropologistes ont longtemps considéré comme une culture intégrale ou même une civilisation sera entièrement transformé par une révolution sociale et culturelle.

Cette opération ne peut être que pénible. Passer rapidement du X^e siècle au XX^e (ou même parfois de l'Age de fer à l'Automation) est une expérience émouvante et pour y arriver il ne suffit pas de répandre un flot de devises et de construire quelques usines. D'ailleurs chaque culture est unique et doit être attentivement étudiée en soi afin de savoir où et comment il faut appliquer les nouvelles techniques économiques, politiques et sociales. Finalement, une telle révolution dans la façon de vivre habituelle a de vastes répercussions psychologiques. Les hommes de couleur (jaunes, bruns ou noirs) qui n'ont pas beaucoup de sympathie pour le blanc, se sentent entraînés malgré eux dans la course vers le progrès occidental. Susceptibles et contraints, orgueilleux et irrésolus, inexpérimentés et arrogants, ce sont des hommes (surtout la nouvelle élite) avec qui les rapports sont délicats. On peut s'attendre à peu de gratitude et à beaucoup de récrimination. Telles sont les dures règles du jeu.

2. **Plans nationaux et non projets.** — Un projet isolé, sans plan national de développement, ne signifie pas grand'chose. Ce n'est que récemment qu'on s'est rendu compte de la nécessité de dresser des plans, non seulement par industrie, mais aussi par région. Le plan de développement économique doit être étudié géographiquement et doit aussi englober le problème urbain, car c'est dans la grande ville que les hommes espèrent pouvoir trouver du travail, ou tout au moins plus d'animation qu'au

fin fond de la forêt et de la plaine. Puisque nous apprenons enfin comment il faut faire pour améliorer l'état de nos centres urbains, nous pouvons aider les nouvelles nations à bâtir dès le départ des villes convenables. Nous ne voudrions certainement pas que ces peuples en évolution répètent notre erreur concernant « l'opulence privée et la misère publique » !

NECESSITE D'UN PLAN

Actuellement, les vieux taudis des cités occidentales sont de véritables paradis à côté des bidonvilles qui existent à l'intérieur aussi bien que sur la périphérie des villes dans les jeunes Etats. Un plan national divisé en régions, avec un système urbain bien étudié, est indispensable pour le succès des programmes d'aide.

Ces facteurs nouveaux de régionalisme et d'urbanisme se sont greffés dans l'esprit du planificateur à la conception initiale, plutôt simpliste, d'une assistance économique purement fonctionnelle. Il faut souligner que cette inévitable urbanisation exigera de gros investissements en infrastructure sociale (habitat, transports, aménagements sanitaires, pour ne citer que l'essentiel). Il a déjà été prouvé que la décentralisation, l'existence de villes secondaires côte à côte avec la grande capitale, permettent de réaliser des plans moins coûteux et plus efficaces. Nous devrions savoir plus à ce sujet.

Il est possible que ce soit rentable de concentrer l'aide sur une partie du monde, ou même sur un pays, et il a été prouvé qu'un développement économique inégal (concentration des efforts sur une industrie pleine de promesses à l'intérieur d'un pays sous-développé) peut s'avérer plus efficace dans la course à la productivité qu'un effort réparti sur toutes les branches d'activité. Là encore, il faudrait davantage de preuves.

Les Européens ne devraient pas être choqués (comme le sont encore beaucoup d'Américains) de savoir que toute la trame de base du développement économique sera entre les mains de l'Etat. Ce n'est que dans un pays relativement avancé comme l'Inde que l'économie peut être partagée par tiers entre les entreprises privées, les entreprises mixtes et les entreprises d'Etat. Il se peut qu'au cours des étapes ultérieures traversées par les pays en voie de développement l'élasticité, la souplesse et la force d'un système d'économie mixte avec un secteur privé plus important, tendront à recouvrir une plus grande partie de la production totale. Mais cela ne sera certainement pas vrai au début. Le principe du socialisme d'Etat est bien établi. On ne peut qu'essayer d'adoucir le régime étatique.

3. **Stratégie et tactiques.** — Quelle forme doit revêtir l'assistance ? Les parlementaires et les fonctionnaires occidentaux, dont les électeurs réclament le développement de l'économie domestique, hésitent

à céder le contrôle des fonds à des personnes en dehors de leurs propres organisations nationales. Je crois qu'il est maintenant possible d'affirmer que des organismes de coopération, semblables à ceux que nous avons en Occident avec une économie déjà plus ou moins mixte, peuvent mieux réussir dans le domaine de l'aide si toutes les possibilités (bilatérales et multilatérales) sont utilisées. Par exemple, le SUNFED, la Banque mondiale, l'OTAN, l'OECE, la Banque d'exportation et d'importation, les fondations, les églises, les investissements privés, les programmes universitaires — tous sont valables. Mais il faut qu'il y ait un plan stratégique d'ensemble. Certes, il est bon de savoir qui doit agir et comment, mais il est encore plus important de déterminer ce qu'on va faire, pourquoi et quand.

UN ORGANISME CENTRAL

Nous avons besoin d'une haute direction, d'un comité central de planification pour l'aide occidentale afin de décider qui agira, comment, pourquoi, dans quel sens, à quel moment et à quel endroit. Ce comité pourrait aussi établir un ordre d'urgence et répartir les tâches. Il nous manque un organisme central, qui est nécessaire si nous voulons accomplir un travail efficace. Cette suggestion cadre bien avec le rapport fait en 1956 par les « Trois Sages » de l'OTAN. On peut soutenir que dans certaines circonstances, il faudrait avoir recours au Nations Unies (que les Occidentaux peuvent difficilement contrôler) tandis que dans d'autres on pourrait utiliser une banque supranationale, l'aide multilatérale ou un programme universitaire. Sans doute, les investissements commerciaux bien dirigés et protégés (avec la caution du gouvernement) revêtent une importance capitale dans nos économies mixtes. L'aide financière bilatérale — surtout lorsqu'il s'agit de subventions plutôt que de prêts — est devenue de plus en plus suspecte, sans parler de l'assistance militaire souvent accompagnée d'engagements spéciaux. Ce problème de l'assistance militaire est le point le plus sensible — et parfois le plus ingrat — bien que nécessaire dans certains cas.

En conclusion, l'assistance non-commerciale est rarement pratiquée ; il faut ouvrir et maintenir ouverts les marchés pour les économies fragiles des nouveaux pays, en utilisant les procédés de stabilisation de la production mondiale. Dans un monde où l'interdépendance devient de plus en plus étroite, il est imprudent de s'attendre à ce que les jeunes nations puissent se débrouiller seules dans le domaine économique. L'établissement de marchés sûrs doit donc faire partie de tout plan d'assistance.

4. **Le problème du personnel.** — Soyons francs : il y a en Occident une extrême pénurie de personnel spécialisé, prêt à aller au bout du monde pour se consacrer à un travail difficile, souvent dans un climat d'antipathie sinon de franche hostilité.

Et pourtant, nous devrions envoyer aux pays sous-développés des milliers de spécialistes agricoles et de techniciens, depuis les ingénieurs agronomes jusqu'aux plus savants physiciens, capables en plus de parler diverses langues. Il semble que nous ayons là tout à faire : former les maîtres, bâtir les écoles, développer les programmes d'études, trouver les étudiants leur donner une formation culturelle technique et linguistique, de sorte qu'ils aient envie de rester à leur poste. Cela coûterait très cher, mais pas autant qu'un échec.

Il est naturel que ceux qui servent la cause du monde occidental dans les pays sous-développés reçoivent la récompense qu'ils méritent du point de vue moral aussi bien que matériel. Mais si nous permettons à ces hommes de vivre comme des rois parmi des populations pauvres, nous semons l'envie et la jalousie à l'endroit même où ils se dévouent. En résumé, il faudrait susciter un sens du devoir semblable à celui que le Président Kennedy semble vouloir créer grâce à la formation d'un Corps national pour la Paix. Des fonds supplémentaires seraient également utiles. Mais du personnel en provenance d'Europe et d'Amérique ne constitue pas la seule solution. Nos amis en Asie libre, en Afrique et en Amérique latine ont un rôle important à jouer auprès des jeunes Etats.

ATTEINDRE L'ELITE

Il faut surtout atteindre l'élite naissante dans ces pays nouveaux et la meilleure façon de le faire est d'inviter les futurs cadres à poursuivre leurs études chez nous. Cela comporte des dangers, surtout dans les démocraties occidentales, qui souffrent encore d'un racisme primitif. Mais nous devons au moins faire mieux que l'« Université libre » de Moscou, surtout puisque la vieille élite pro-occidentale disparaît déjà.

5. **L'accroissement de la population.** — Il est inutile d'insister encore une fois sur la prodigieuse poussée démographique dans les pays sous-développés, due aux techniques occidentales de protection de la santé. La population de l'Inde augmente de 9 millions par an. Celle du Mexique doit doubler en vingt ans. Ce fait devient inquiétant, mais la réaction des Occidentaux est toujours violente quand on suggère que la limitation des naissances serait un moyen de résoudre le problème. Les pays sous-développés (y compris la Chine communiste), qui représentent déjà 65,5 % de la population mondiale, atteindront 76,3 % en l'an 2000, selon les prévisions des Nations Unies. Il est triste de penser que la « révolution des aspirations grandissantes » échouera sur le récit de l'expansion démographique — à moins qu'il ne soit décidé d'établir des plans stratégiques et tactiques pour chaque pays sous-développé et de les appliquer universellement. Les donateurs occidentaux et les bénéficiaires doivent collaborer à l'élaboration d'un plan démographique général.

Pour conclure cette analyse du problème de l'assistance aux pays sous-développés, il convient de remarquer que l'Union soviétique et la Chine communiste sont maintenant dans la course. Puisqu'il faut bien croire Khrouchtchev et Mao Tse Toung lorsqu'ils proclament leur désir de contrôler le monde (ensemble ou séparément, nous ne le savons pas encore) on doit se demander quelles sont les raisons profondes qui les incitent à s'introduire dans les nouveaux Etats en fournissant des prêts, des subventions et de l'assistance technique, ou même militaire, dont le total s'est élevé à 3.510 millions de dollars entre 1955 et 1960. L'aide fournie par les Etats-Unis, sous forme de crédits et de subventions, à ces mêmes pays pendant la même période atteint 5.739 millions de dollars, tandis que pour l'ensemble des pays sous-développés le chiffre est de 23.998 millions de dollars.

A mon avis, l'attitude du bloc communiste repose sur quatre raisons : (1) Le bloc soviétique veut que ces peuples de couleur anciennement colonisés le considèrent comme un ami. Les communistes cherchent à établir un plan à long terme en faisant preuve de bonne volonté et souvent grâce à des actes spectaculaires. (2) Dans bien des cas, le pays secouru a une économie qui complète celle de l'Union soviétique et de la Chine rouge ; l'échange de denrées et de services procure au bloc communiste des avantages matériels. (3) Les communistes forment des cadres à l'extérieur et à l'intérieur des pays en question afin de pouvoir prendre en mains les rênes du gouvernement lorsqu'ils auront réussi à créer des troubles. (4) En fin de compte, la stratégie communiste consiste à fomenter le désordre afin de s'approprier le pouvoir.

LA TACTIQUE COMMUNISTE

Quelles sont les tactiques qu'ils emploient pour atteindre leurs buts ? Un étudiant subtil du Moyen-Orient s'est demandé si les Soviétiques n'avaient pas soigneusement étudié le plan d'assistance américain afin d'être sûr de ne pas commettre les mêmes erreurs. L'aide soviétique est généralement accordée sous forme de prêts à long terme avec un faible taux d'intérêt. Souvent même, il s'agit d'un échange de produits extrêmement avantageux pour eux. Chose curieuse, ils disposent d'un personnel hautement qualifié, qui connaît les langues et les coutumes locales. Ce personnel travaille beaucoup, mène une vie effacée dans des logements modestes, ne porte pas de vêtements voyants (surtout en ce qui concerne les femmes) et ne se déplace pas dans des véhicules rutilants.

Les agents soviétiques semblent vouloir faire progresser la révolution dans tous les coins du monde, sans se soucier de leur propre confort. Il ne fait pas de doute que beaucoup de leurs entreprises visent moins à obtenir des résultats pratiques qu'à susciter un élan politico-psychologique

(le pavage des rues de Kaboul ou la fourniture d'Iliouchines au Ghana). Dans d'autres cas, ils ne font qu'exploiter la maladresse de l'Occident (le barrage d'Assam et l'aide variée fournie à la République Arabe-Unie après l'affaire de Suez). Il y a, naturellement, des circonstances où ils font preuve d'un vrai diabolisme, par exemple en établissant des ponts aériens pour le Laos et le Congo, où ils doivent estimer que le chaos peut être accéléré. La livraison d'armes à Cuba est un événement analogue.

Etant donné que l'U.R.S.S. n'arrive pas à développer son secteur agricole aussi rapidement que son secteur industriel, les importations de produits alimentaires et de certaines matières premières (comme le coton égyptien) sont indispensables. En revanche ces denrées n'intéressent pas les Américains qui ne savent plus quoi faire de leur coton et de leurs produits alimentaires. Ainsi les rapports commerciaux reposent sur des intérêts réciproques. Au fur et à mesure que la productivité industrielle du bloc soviétique augmente, les Russes ou leurs satellites, comme la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est et la Pologne, peuvent facilement échanger des produits manufacturés contre des matières premières en provenance des pays sous-développés. Les prix ne seront plus favorables à ces derniers, mais le bloc soviétique offre néanmoins un marché ! Avec les machines communistes, viennent les spécialistes (souvent politiques) et ces pays en voie de développement dépendent du bloc soviétique pour les réparations et les pièces de rechange !

Enfin, nous savons tous que de nombreux étudiants des pays sous-développés vont à Moscou et à Pékin, aux frais des gouvernements communistes. Malgré nos efforts, cette nouvelle élite reçoit de plus en plus une formation soviétique. Les chefs révolutionnaires de ces peuples sous-développés qui furent jadis tournés vers l'Occident, risquent d'être étranglés par la corde qui les relie à l'Union soviétique et aussi à la Chine rouge. Ainsi les Russes se préparent à prendre le pouvoir. Beaucoup de dirigeants nationalistes flirtent avec le géant rouge pour faire la nique aux Occidentaux. Mais on peut se demander si ces hommes qui dirigent tant bien que mal des peuples encore primitifs pourront l'emporter sur les dictatures puissantes et impitoyables du bloc soviétique. J'en doute fort.

DEMOCRATIE ET PAYS SOUS-DEVELOPPES

Une dernière observation : il a fallu aux Occidentaux des centaines et même des milliers d'années pour établir une société démocratique. La démocratie est le système politique le plus difficile à faire fonctionner et il ne faut pas oublier que nos

essais sont loin d'être parfaits, qu'ils soient vus de l'intérieur ou de l'extérieur. Il n'est donc pas surprenant qu'au départ les nouveaux pays aient recours à un système non-démocratique dirigé par une élite et ayant une économie nationalisée ou contrôlée. A mon avis, le capitalisme et la démocratie, dans leur sens occidental, ne sont pas applicables à des sociétés semi-tribales. En définitive, il est possible que le capitalisme d'Etat et le système d'élite du bloc soviétique conviennent aux pays sous-développés. Les progrès technologiques réalisés en U.R.S.S. avec une rapidité surprenante en partant d'une base semi-rurale frappent davantage les peuples neufs que la lente progression des Occidentaux vers la révolution industrielle, le capitalisme privé et la démocratie politique

Les Communistes ont une théorie qui s'appelle « La loi du développement combiné », et selon laquelle « un pays attardé peut adopter rapidement une technologie industrielle moderne grâce aux nouvelles institutions sociales, politiques et économiques du communisme ». Selon la thèse soviétique, les Occidentaux viennent à peine d'apprendre ce que c'est que la démocratie économique et sociale ainsi que les systèmes d'économie mixte groupés autour de l'Etat. Les peuples arriérés peuvent faire un double bond en avant s'ils adoptent à la fois la technologie moderne et les institutions soviétiques (sous une forme ou sous une autre). L'U.R.S.S. croit qu'il n'y a rien de plus pratique qu'une bonne théorie comme celle-là et semble agir en conséquence. Le sort réservé à la liberté humaine dans cette histoire insensée n'a peut-être pas autant d'importance pour ces peuples qui ne l'ont jamais connue que pour nous. Mais tout n'est pas perdu, si nous avons la conviction — et nous y sommes fondés — que la puissante impulsion d'une économie mixte adroitement manœuvrée peut l'emporter sur la rigidité de n'importe quel système totalitaire. Ainsi, il est de notre devoir d'établir un tel régime sur une base mondiale au nom de la démocratie politique, sociale et économique.

Le problème des relations du monde occidental avec les pays sous-développés est donc la tâche la plus difficile qu'ait jamais rencontrée notre civilisation. Les enjeux sont énormes. L'Occident doit se servir de toute son habileté, de son talent et de ses ressources, ainsi que les événements récents le démontrent. Parlant un jour de sa belle ville, un sage déclara : « Grâce à mes taxes locales, je peux jouir de la civilisation ». De même, grâce à notre contribution aux programmes d'aide pour les pays sous-développés, nous leur donnons la civilisation tout en sauvant la nôtre. Il existe déjà des preuves que les Occidentaux commencent à le réaliser de plus en plus.



“OSCAR” BRITANNIQUE POUR “VU DU CIEL”

« Vu du Ciel », le film en couleurs de l'O.T.A.N., a remporté le 6 avril le prix de l'Académie du Film britannique comme étant « le meilleur film de court métrage présenté en Grande-Bretagne en 1960 ». L'annonce en a été faite au cours du dîner annuel de la « Society of Film and Television Arts » dont le président est le Prince Philip.

Les vues de ce film, rappelons-le, qui déroulent devant les yeux, des images de l'Europe celle d'hier et celle d'aujourd'hui, du Cap Nord au Bosphore ont été toutes prises du ciel à des altitudes variant de 10.000 à 30 mètres. Le film en effet a été tourné à bord d'appareils des Forces alliées en Europe aimablement mis à la disposition des cinéastes par le Général Norstad. Il raconte l'histoire, par l'image du « commun héritage » de l'Occident, tan-

dis que dans le ciel des pilotes de plusieurs pays de l'O.T.A.N. assurent leur mission de protection de toute l'activité du monde occidental.

Le prix de l'Académie du Film britannique est le quatrième prix remporté par « Vu du ciel » qui a déjà glané une médaille d'argent au Festival de Venise de 1959, le « Diploma of Merit » du Festival d'Edimbourg en 1959 et le prix du Conseil de l'Europe à Strasbourg en 1960. « Vu du ciel » fit l'objet d'une distribution commerciale en France en mars 1959 et en Grande-Bretagne en 1960. Il fut projeté pendant de longs mois dans les deux pays, en complément d'un film d'histoire romancée. Il a été distribué également au Portugal et le sera cette année au Danemark et en Allemagne.



CONFÉRENCE DE PARLEMENTAIRES A LISBONNE

Sur l'invitation du Président de l'Assemblée Nationale du Portugal, la première réunion de la Commission permanente de la Conférence des Parlementaires de l'O.T.A.N. pour 1961 s'est tenu à Lisbonne le 7 avril

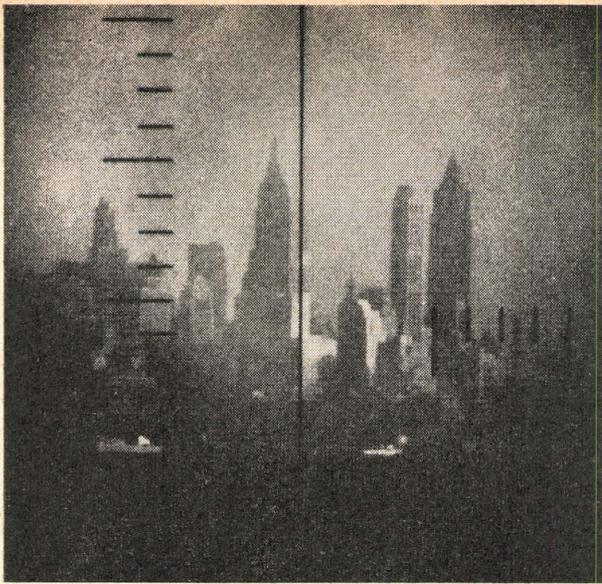
Lors des réunions qui se sont déroulées au Ministère des Affaires étrangères, il a été prévu que les Parlementaires de l'O.T.A.N. entreprendraient, au cours de l'année 1961, la visite des installations militaires de la Côte Ouest des Etats-Unis. Parmi les sujets discutés figuraient les progrès réalisés par le nouvel Institut Atlantique.

Avant l'ouverture de la réunion, les membres de la Commission Permanente ont visité de nouvelles installations telles que des usines métallurgiques et de pétrochimie.



L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'A.F.C.A.

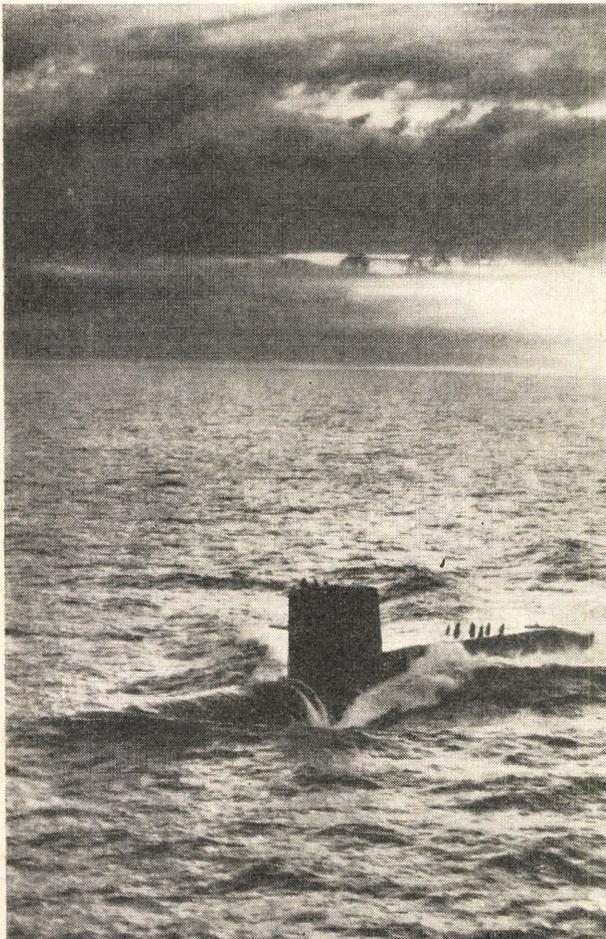
L'A.F.C.A. a tenu son Assemblée générale annuelle le mercredi 19 avril 1961, à l'Union interalliée. Avant l'Assemblée générale statutaire et le renouvellement du Comité directeur, deux exposés ont été faits sur la situation actuelle de l'Alliance Atlantique. Le premier d'ordre économique, par Monsieur Paul Huvelin, Vice-Président Directeur général de Kléber-Colombes, membre du Bureau du C.N.P.F., le second d'ordre politique par Monsieur Michel Junot Député de la Seine, Président du Groupe libéral au Conseil de l'Europe.



Profil de l'horizon new-yorkais tel qu'on le verrait à travers le périscope d'un sous-marin ennemi.

par Douglas Wyndham-Harris

DÉFENSE ANTI-SOUS-MARINE : la science rattrape le retard



Si les amiraux de l'OTAN étaient enclins au cauchemar, leurs nuits seraient assurément hantées par une vision fixe : l'océan atlantique grouillant de sous-marins soviétiques, regorgeant de submersibles classe Z avec leur profil effilé de requin, en arrêt entre deux eaux et prêts à frapper les grandes routes de navigation de l'Alliance.

A ce déploiement menaçant de l'ennemi, nos amiraux ne trouveraient pas grand chose à opposer : une collection de bâtiments désuets, des unités de surface vétustes aussi bien que des sous-marins déclassés, à l'équipement démodé, avec un armement de portée insuffisante et de puissance inadéquate. Tel est le tableau de la situation que peignent les journaux et les revues les plus « à la page », et qui a comme seul inconvénient de ne pas correspondre à la réalité. Et cependant, un fait est certain : pour l'Alliance Atlantique, la principale menace qui vient de la mer est celle de la force sous-marine soviétique. Le Commandant Suprême des Forces Alliées de l'Atlantique, l'Amiral Dennison lui-même, soulignait récemment la nécessité impérieuse de perfectionner les techniques défensives de l'Occident dans ce domaine.

Une menace réelle

La dure vérité, c'est que l'Union Soviétique dispose d'une puissance effective de 400 submersibles adaptés aux opérations en haute mer, et qui interviendraient en cas de conflit en tentant de couper les lignes d'approvisionnement entre l'Amérique et l'Europe occidentale. En outre, la Russie accroît continuellement sa flotte de sous-marins porteurs d'engins à ogive nucléaire, susceptibles d'être déclenchés contre les objectifs importants des Etats-

Unis, de Grande-Bretagne et du continent européen. Comment l'Occident a-t-il réagi à cette menace ? Porte-t-il ses efforts là où il faut ? Ces derniers sont-ils à la mesure du danger ? La réponse à ces questions se trouve à La Spezia, port remuant, à deux heures de route de Gênes : car c'est ici, dans l'enceinte des laboratoires techniques de construction navale de la marine italienne, que s'est constitué il y a deux ans le Centre de Recherche du SACLANT sur la guerre anti-sous-marine, né en 1957 de la volonté des chefs de gouvernements de l'OTAN de mettre en commun leurs ressources scientifiques, dans les délais les plus brefs, de manière à faire front à tout le spectre des menaces soviétiques. Ceci impliquait, en première urgence, un programme de recherche dans le domaine de la défense anti-sous-marine. Les actes suivirent immédiatement les décisions.

Le Gouvernement des Etats-Unis affecta à ce projet des fonds tirés sur le budget du **Mutual Weapons Development Program** (programme de coopération et d'assistance pour le développement de nouveaux armements militaires), tandis que le Gouvernement italien mettait à la disposition de l'organisme ses excellentes installations à La Spezia (la région offrant par ailleurs d'autres avantages sur le plan scientifique), cependant qu'une firme américaine depuis longtemps engagée dans les recherches électroniques anti-sous-marines, assumait la direction commerciale du centre. Un noyau d'équipe, composé de civils et de militaires appartenant à neuf pays membres de l'OTAN, défrichèrent ce nouveau terrain d'activité. Le centre, aujourd'hui parfaitement rôdé, est en plein essor, et les recherches en cours pourraient très bien donner lieu à certains développements techniques de première importance dans les dix-huit mois qui vont suivre. Le Centre appartient à la marine et tombe de ce fait sous le commandement de SACLANT ; son chef militaire est le Capitaine Cole, de la **U.S. Navy**, mais un éminent savant américain, le Dr. Booth, bien connu pour ses recherches en matière de guerre anti-sous-marine et d'énergie nucléaire, partage, sur un pied d'égalité, les responsabilités du commandement avec le Capitaine Cole.

Détection, reconnaissance, destruction

Ramené à sa plus simple expression, le problème de la défense anti-sous-marine consiste à

repérer la présence d'un sous-marin ennemi, à le reconnaître et à l'identifier comme tel, à maintenir le contact avec lui et à le détruire. L'opération serait simple, n'était-ce le milieu dans lequel elle doit se dérouler. L'eau de mer, en effet, affecte de curieuse façon, et d'une manière qui jusqu'ici s'est avérée quasi imprévisible, le système qui reste encore le plus efficace dans la chasse anti-sous-marine. Il s'agit du Sonar, qui fait intervenir la vitesse du son dans l'eau. Le système se prête à deux modes de fonctionnement, soit « actif », soit « passif ». Dans le premier cas, un navire de surface, par un dispositif spécial, émet des vibrations sonores ; l'onde vient frapper l'objectif, qui renvoie un écho au navire émetteur, où il s'inscrit souvent visuellement sur un écran : le calcul du temps de retour de l'écho permet d'établir la distance de l'objet sous-marin. Le procédé « passif » utilise des écouteurs ultra-sensibles associés à un amplificateur, qui permettent à l'oreille de spécialistes bien entraînés de capter le bruit d'un moteur de sous-marin, car ce dernier a résisté jusqu'ici à tous les efforts d'insonorisation.

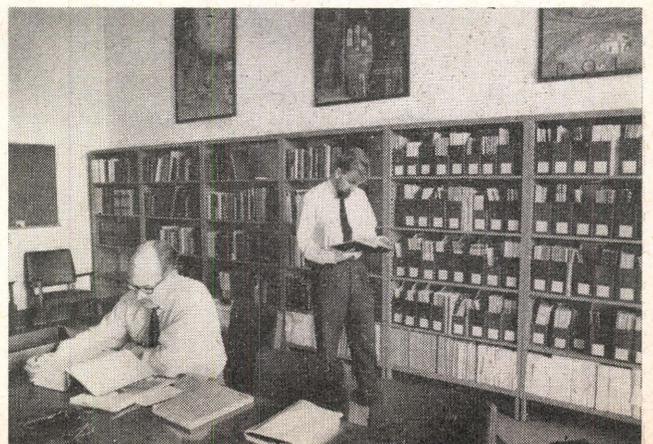
Malheureusement, l'océan s'entend à compliquer et à brouiller les résultats. Les variations de température au sein de la mer affectent violemment le comportement des ondes sonores qui la traversent. La teneur en sel peut ajouter à la confusion, car une forte salinité dévie le son, par réfraction, un peu comme la surface de l'eau brise un rayon de lumière. De même, les vagues intérieures et les courants sous-marins provoqués par des couches de températures différentes qui s'enchevâtent, déforment le tracé des ondes sonores. La partie supérieure des océans forme une couche où l'eau se maintient à une température constante ; cette couche descend à une centaine de mètres sous la surface. Elle délimite la zone d'efficacité du Sonar. Car dès qu'on s'enfonce plus au fond, on entre en plein désordre thermique et cette situation incohérente de courants et de températures règne sur toute la profondeur de la masse d'eau (qui peut atteindre 5 ou 6 kilomètres en Méditerranée). Dans ces parages, les calculs du Sonar ne signifient plus grand-chose. Les commandants de sous-marins le savent bien, qui s'accrochent à la partie inférieure de la couche thermique pour échapper à la détection.

Il faut ajouter à ces difficultés celle, non

Les marins de neuf pays de l'OTAN terminent leur journée de travail.



Une collection d'ouvrages scientifiques spécialisés en provenance de nombreux pays.



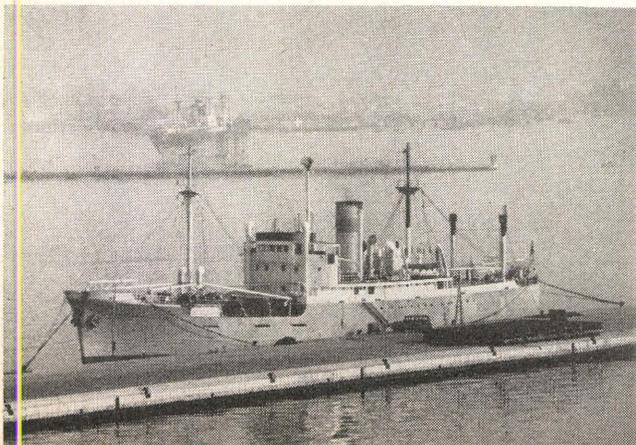
négligeable, des faux contacts, qui, dans les conditions de guerre, entraînent facilement la confusion, les manœuvres inutiles, le gaspillage des armes anti-sous-marines. Une baleine, par exemple, et même parfois un banc de poissons, donnent, sur l'écran récepteur du Sonar, des signaux identiques à ceux qui proviennent d'un sous-marin. Un gros rocher sous l'eau, le sillage d'un navire, quantité d'autres phénomènes naturels peuvent tromper cet instrument. L'incapacité du Sonar cause un double préjudice : au coût actuel de la guerre anti-sous-marine, quand le prix d'une seule torpille à tête chercheuse se monte à quelque 20.000 dollars, il faut absolument éviter d'employer au hasard ces armes contre des objectifs aussi illusoire.

« La mer qui nous entoure »

Ce bref coup d'œil sur une petite partie seulement des difficultés, montre d'ores et déjà la nécessité d'accroître rapidement notre compréhension de la nature du milieu marin ; cette connaissance détermine dans une large mesure la possibilité de progrès techniques, tels l'accroissement de la portée efficace du Sonar, l'augmentation de sa puissance, la mise au point de la fréquence des ondes sonores émises et l'amélioration des systèmes d'écoute. Autrement dit, plus les océanographes iront vite dans la connaissance des mécanismes intimes de la mer et des raisons profondes de son comportement, plus les techniciens de la recherche appliquée et les ingénieurs de la production obtiendront des résultats rapides, qui se traduiront par un armement perfectionné.

L'océanographie, grossièrement définie, est l'étude de l'océan sous tous ses aspects. Elle intéresse le problème de l'interaction entre l'atmosphère et la mer — c'est ici de la science pure, théorique. Elle porte sur les courants marins et la résistance des masses d'eau, ainsi que sur les mouvements internes que déterminent les couches d'inégale densité, de même que se forment les vagues de surface, là où l'air confine à la mer. Il s'agit là de physique océanographique. Il y a encore l'étude des roches qui constituent le lit des océans, de leurs propriétés magnétiques et gravitiques : c'est là, si l'on veut, la branche géophysique de l'océanographie. Il y a, enfin, la biologie marine : lorsque, au Centre, on entend parler les spécialistes de cette discipline,

Le laboratoire flottant **Aragonese** se prépare à lever l'ancre.



c'est comme si, sur un monde magique et insolite, un voile se levait, dont un coin a déjà été soulevé par les films du Commandant Cousteau, et par les travaux du Professeur Picard dans son bathyscaphe. Les savants soupçonnent, entre autre, qu'une baleine mère arrive à transmettre des signaux de danger à ses petits à travers une épaisseur d'eau de plus de 3 km. Le secret de la baleine, dans le domaine des télécommunications sous-marines, pourrait, s'il était percé, révolutionner la guerre contre les submersibles.

Recherche pure

Les océanographes de La Spezia insistent beaucoup sur le fait que leur travail est de la recherche fondamentale : tous soulignent que pour eux, le Centre n'est pas un bureau d'études chargé de créer de nouvelles armes, de produire de la « quincaillerie », mais bien un organisme destiné à enrichir les connaissances océanographiques. L'exploitation de ces connaissances à des fins pratiques appartient à d'autres. Quant à eux, ils ont toute liberté d'action. Leurs recherches ne débouchent sur aucune application prévisible, mais ces savants ne manquent pas de rappeler que le chercheur entrevoit rarement le résultat pratique de ses travaux : qu'on songe à l'homme qui le premier brisa le noyau de l'atome, et à la naissance de la bombe H.

Ces hommes ont pour tâche d'analyser dans ses détails les plus microscopiques les formes vivantes qui peuplent la mer. Il leur faut pouvoir revenir sans cesse sur le même mètre carré d'océan pour suivre sa température, calculer sa teneur en sel, mesurer son magnétisme, car ce sont tous là des phénomènes cycliques. Le repérage par balises flottantes ne suffit plus : les bouées sont d'humeur vagabonde. Hier encore, les océanographes se contentaient de faire des sondages isolés en un certain nombre de points, et de colliger les résultats. Ces méthodes ne satisfont plus. Il a fallu résoudre le problème de l'ancrage d'énormes dispositifs où s'étagent verticalement des séries d'instruments appelés « thermistors » ; on a déployé ces jauges de température en d'innombrables points sensibles de la mer, où les mesures sont enregistrées électriquement en attendant de pouvoir être consultées. D'autres instruments, nés de l'expérience acquise dans le domaine des fusées et des engins, ont été

Vérification du système Sonar à bord du laboratoire flottant **Aragonese**.



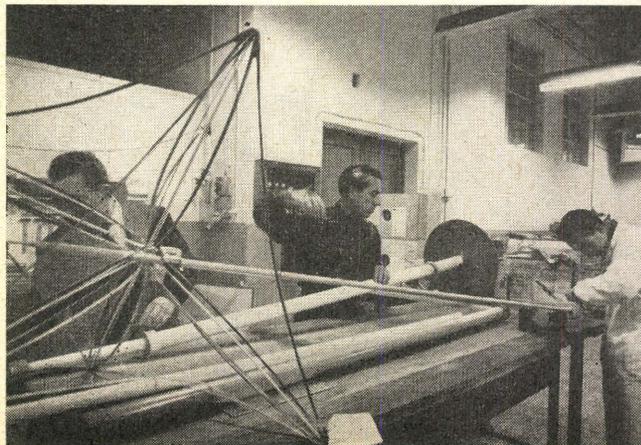
conçus par le Centre, à l'usage de ses chercheurs. La miniaturisation y joue un rôle primordial. Certaines expériences font intervenir des explosions de très faible puissance.

On utilise des câbles ultra-légers, un équipement dépouillé au possible mais qui doit néanmoins répondre à des conditions d'emploi d'une extrême sévérité, par exemple dans les zones dites « de transition », comme le Déroit de Gibraltar, où les équipes océanographiques peuvent être appelées à opérer. Ces expériences ont lieu à des profondeurs moyennes de 2.000 mètres, mais certains travaux de fond concernant la vitesse de propagation d'ondes électromagnétiques, font intervenir des explosions et des mesures dans des strates rocheuses à 4.000 mètres par le fond. Malgré leur apparence théorique, ces recherches pourraient bien hâter la mise au point de sous-marins capables de croiser sur le fond des mers, et celle d'une future marine submersible de commerce.

Recherche appliquée

Le physicien allemand qui dirige le Département de la Recherche Appliquée, le plus important du Centre, s'accorde avec son Chef d'équipe britannique pour estimer que le nombre des spécialistes de problèmes de guerre anti-sous-marine est infinitésimal, comparé à celui des experts en radar ou en astronomie. L'atmosphère terrestre a été beaucoup mieux explorée que les fonds marins. Les deux savants conviennent également que le Centre n'a pas été créé dans l'intention de concurrencer les laboratoires qui travaillent déjà, dans les divers pays, à ces mêmes problèmes ; La Spezia espère cependant devenir la « bourse » centrale des idées, où les savants de différentes nations viendront investir leur capital de connaissances scientifiques et retirer les dividendes produits grâce à l'effort commun. On y prévoit l'organisation de stages qui assureront la formation d'un grand nombre de jeunes techniciens de la guerre sous-marine, et tireront cette discipline de l'oubli et du délaissement. En reposant d'une manière nouvelle les vieilles questions restées jusqu'ici sans solution, le Centre veut relancer les recherches dans ce domaine, redonner une impulsion à ces travaux sur le plan international.

Vérification du matériel spécial destiné à une expérience océanographique.



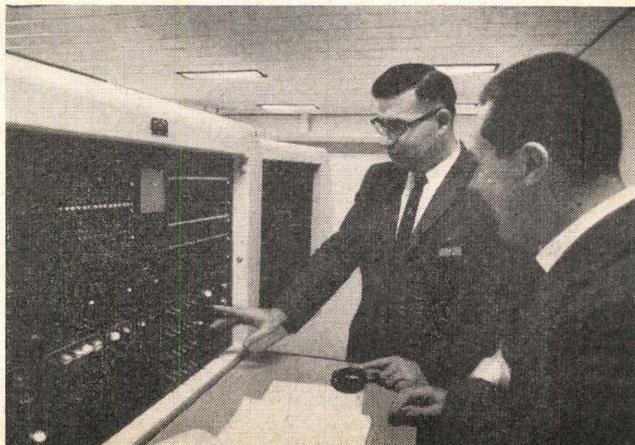
Le service le plus modeste mais aussi le plus vital est celui de l'analyse opérationnelle, où deux savants britanniques poursuivent un délicat travail de logique qui consiste à trouver la meilleure combinaison des moyens techniques pour obtenir le but recherché : la destruction des sous-marins. Ils dissèquent les systèmes pour en tirer le maximum d'efficacité. Ils s'occupent également d'« engineering » humain, qui consiste à étudier les temps de réflexes moteurs et les réponses sensorielles de l'organisme humain associé aux machines et aux instruments avec lesquels l'homme est appelé à travailler ; d'« ergométrie » aussi, c'est-à-dire l'étude des forces humaines en vue d'une meilleure répartition des mouvements dans un travail donné, et son corollaire, l'étude des instruments en vue d'un rendement optimum d'utilisation par l'homme.

La mise à profit des résultats

Comment a-t-on organisé les activités du Centre pour en exploiter au maximum les résultats ? Le Commandant Suprême Allié de l'Atlantique a défini les principaux problèmes qu'il voulait voir résoudre. Le Centre rend compte de l'état des recherches à un Conseil Consultatif scientifique, qui se réunit deux fois par an à cet effet. Ce Conseil comprend d'éminentes personnalités scientifiques appartenant aux neuf pays membres de l'OTAN représentés au Centre. Il est présidé par le Dr. Willis, Chef du service scientifique de la Royal Navy. A la lumière de ces réunions, le Conseil informe SACLANT et suggère à l'occasion de nouvelles voies de recherches. Chaque membre du Comité tient son Ministère de la Défense au courant des travaux, de façon à permettre à chaque pays de réorienter sa politique en matière de systèmes d'arme et d'équipements. Cette méthode de consultation a de nombreux avantages, parmi lesquels figurent en bonne place celui d'éviter la dispersion des efforts au sein de l'Alliance et la poursuite de recherches inutiles.

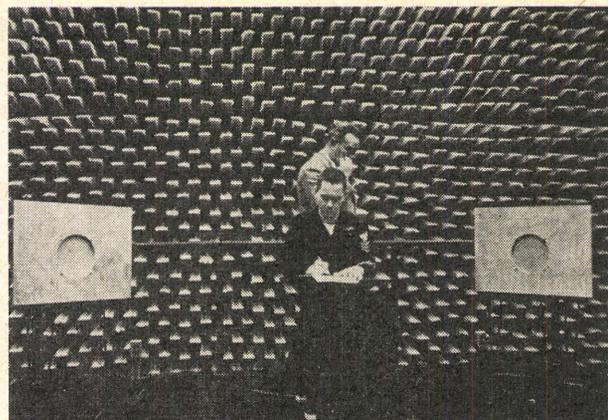
Une chose est certaine : la clef de toute la technique anti-sous-marine occidentale, c'est la détection. Dès que cette porte là aura été déverrouillée, dès qu'on sera sorti des limitations actuelles, le problème sera vaincu. Le Centre de La Spezia a un rôle primordial à jouer dans cette nouvelle conquête de la technique militaire.

Tableau de commande d'un calculateur arithmétique, « cerveau électronique » du Centre.





▲ Le Docteur Eugène Booth (à gauche), qui dirige un groupe de 90 savants appartenant aux pays suivants : Allemagne, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Italie, Norvège, Pays-Bas et Royaume-Uni. Le Capitaine Cole (à droite) est à la tête de l'équipe d'officiers de la Marine et de l'Armée de l'Air qui met à l'épreuve les théories des savants.

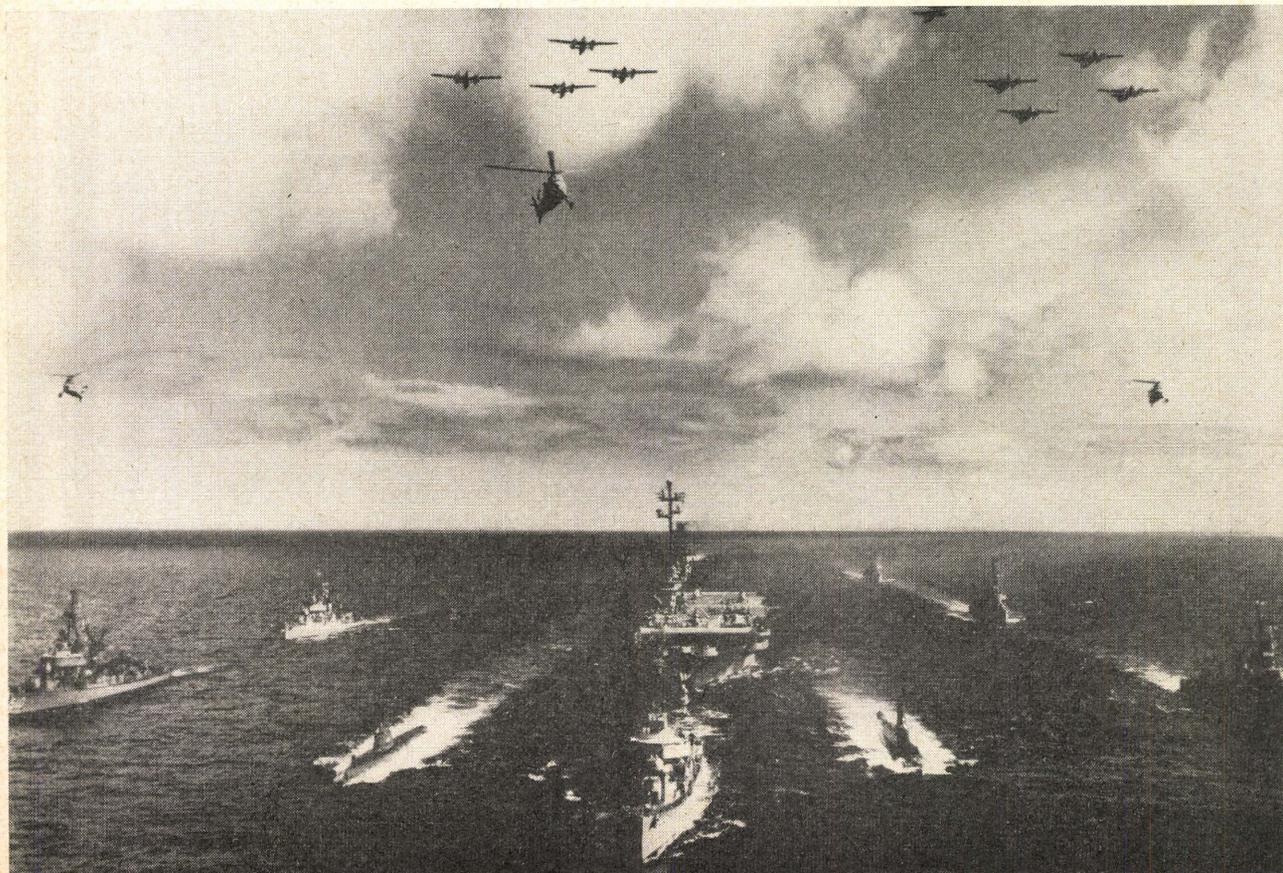


▲ Un opérateur de Sonar fait contrôler sa capacité auditive dans une pièce sans échos.

► Vue prise de la cabine de l'avion canadien **Argus**, spécialement construit pour la chasse anti-sous-marine.



▼ Force d'intervention anti-sous-marin composée d'un porte-avion, de sept destroyers d'escorte, de deux sous-marins, d'hélicoptères et d'avions équipés de Sonar, de détecteurs de sous-marins embarqués sur le porte-avions et de patrouilleurs à long rayon d'action basés à terre.





NORVÈGE : P A Y S D E C O N T R A S T E S

La Norvège est le pays le plus septentrional de l'Europe et, bien qu'elle n'ait pris conscience de son unité que depuis environ mille ans, elle tient à jouer son rôle dans le monde sans échapper à ses devoirs envers la communauté internationale. C'est la raison pour laquelle elle adhéra à l'Alliance Atlantique dès sa fondation, en 1949. Que savent les autres membres de l'Alliance au sujet des Norvégiens ? A vol d'oiseau, la Norvège ne mesure que 1.752 km de longueur, mais elle a 20.000 km de côtes sinueuses. Cela explique pourquoi sa flotte marchande est la troisième du monde après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, tandis que ses techniques de construction navale sont parmi les plus modernes. Dans le grand Nord, la frontière norvégienne longe le territoire de l'U.R.S.S. pendant près de 200 km. Le pays des Vikings représente donc un maillon indispensable dans la chaîne défensive du monde libre.

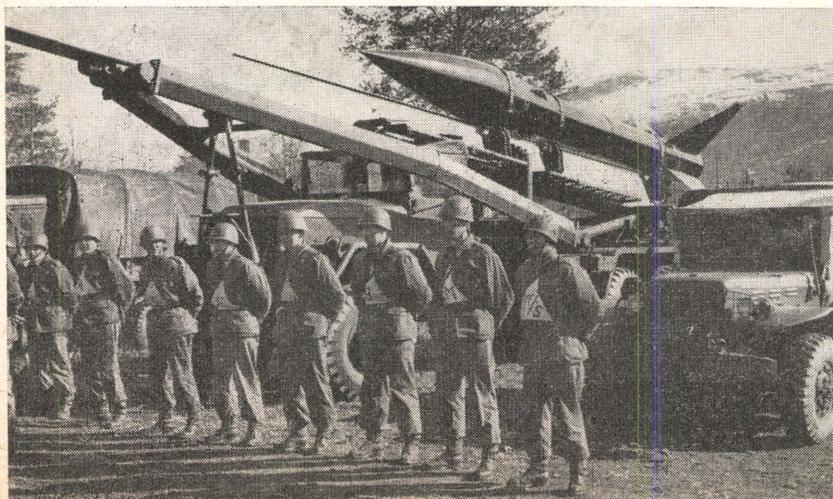
Pour devenir un grand peuple, il ne suffit pas d'être nombreux. Avec ses 3.556.000 habitants, dont 40.000 sont dans les forces armées, la Norvège est le pays d'Europe avec la plus petite densité de population, après l'Islande. Pourtant, elle peut s'enorgueillir d'avoir donné au monde un Isben, un Grieg et un Amundsen, sans oublier Fridtjof Nansen, ce célèbre explorateur qui devint Haut-Commissaire pour l'Entraide aux Réfugiés, à la Société des Nations, et dont les travaux aboutirent à l'établissement des certificats d'identité pour personnes déplacées. Sait-on que les Norvégiens découvrirent la météorologie, le canon lance-harpon pour pêcher

la baleine, l'Amérique (avant Christophe Colomb) et le ski ? Cette dernière découverte fut inspirée par la nécessité, car la neige recouvre une grande partie de la Norvège pendant de longs mois. Il faut beaucoup de courage et de persévérance pour exploiter ce pays montagneux que traverse le cercle polaire arctique.

La superficie des terres cultivables en Norvège représente à peine 5 % du territoire, tandis que 24 % est en forêts. Le restant se compose de montagnes arides parfois transformées en glaciers. Pendant des milliers d'années, les pêcheries ont fait vivre les Norvégiens et cela est encore vrai de nos jours. Le rendement de cette fantastique ressource nationale peut atteindre près de deux millions de tonnes par an. Aucun pays d'Europe n'exporte davantage de poisson que la Norvège. Il s'agit surtout de la morue et du hareng qui, grâce à une technique perfectionnée, peuvent être salés, séchés, débités en filets ou mis en conserves sur le bateau même. Une grosse quantité de poisson est aussi congelée. Rien n'est perdu, puisque même les écailles du hareng servent à fabriquer des perles artificielles ! Quant à la pêche à la baleine, elle fournit près de 140.000 tonnes d'huile par an et la Norvège, avec ses 9 navires-usines, organise le plus grand nombre d'expéditions baleinières dans l'Antarctique.

Si la mer constitue la première richesse du pays, il faut bien dire que les montagnes, jadis considérées comme des obstacles infranchissables, ouvrent maintenant la porte au développement industriel grâce à la houille blanche. Les industries électro-chimiques et électro-métallurgiques ne cessent de se développer, tandis qu'on vient de lancer un vaste projet tendant à faire de la région de Rane, dans le nord, un des centres industriels les plus importants du pays. Ce plan comprendra une installation qui transformera annuellement 360.000 tonnes de charbon en coke pour les besoins de l'industrie métallurgique.

La production forestière représente aussi un facteur important dans l'économie du pays ; elle a atteint plus de 10 millions de mètres cubes en



COMMANDEMENTS ET ORGANISMES DE L'OTAN



Soldats de 14 pays de l'OTAN en uniforme national pendant la célébration du dixième anniversaire de la fondation du SHAPE.

Photo Reporters Associés

Commandement allié en Europe

La célébration du dixième anniversaire de l'établissement du Shape (Quartier Général des Forces Suprêmes Alliées en Europe) a eu lieu le 6 avril en présence du Vice-Président des Etats-Unis, le Sénateur Lyndon B. Johnson, du Secrétaire Général par intérim de l'O.T.A.N., des membres du Conseil de l'Atlantique Nord et du Général Jean Olié, Chef d'Etat-Major de la Défense Nationale française. Au cours de la cérémonie, les drapeaux des quinze nations atlantiques furent d'abord descendus et puis hissés de nouveau, avant le défilé des détachements militaires appartenant à ces pays. Dans un bref discours, le Général Norstad déclara notamment : « Lorsque ces drapeaux furent hissés au Shape pour la première fois il y a dix ans, ils ne représentaient qu'un espoir. Maintenant, ils sont un symbole d'unité et de force au service de la cause alliée... En dix ans, nous sommes devenus plus forts et plus confiants. Nos espoirs se sont élargis. Nous sommes devenus fiers de ce qui a été accompli. Nous continuerons à rester fidèles à notre but ».

AGARD

GRUPE DE TRAVAIL DES STRUCTURES ET MATERIAUX.

Ainsi qu'il a été annoncé dans le numéro d'avril des « Nouvelles de l'O.T.A.N. », un Symposium sur les Sciences traitant des matériaux se tiendra à Paris, au Siège de l'O.T.A.N., du 15 au 20

mai. La section « Matériaux » du groupe de travail assistera à ce Symposium qui présentera pour ses membres un intérêt particulier. Pendant ce temps, la section « Structures » du même groupe assistera à un Symposium sur la Fatigue des Aéronefs, qui aura lieu à l'Ecole nationale supérieure d'aéronautique, à Paris et dont le programme a été établi par le Comité international sur la Fatigue des Aéronefs (I.C.A.F.) en collaboration avec le Groupe de travail. Du 22 au 27 mai, ce dernier tiendra au Siège de l'O.T.A.N., à Paris, sa 12^e réunion, qui examinera les informations réunies par chaque symposium.

COMITE SUR LA RECHERCHE IONOSPHERIQUE.

A l'occasion de la 6^e réunion du Comité Agard sur la Recherche ionosphérique, qui se tiendra du 15 au 20 mai à Naples, des savants de la Communauté Atlantique procéderont à des échanges de vues sur les perturbations d'origine solaire affectant les transmissions. Cette question revêt une importance vitale pour le commandement et le contrôle des forces militaires de l'O.T.A.N. La stratégie moderne exige en effet des transmissions rapides et sûres ; or, il arrive souvent que des perturbations d'origine solaire brouillent les transmissions, affectant ainsi le système de contrôle et ne laissant parvenir aux commandants que des informations incomplètes.

La réunion se tiendra à l'Institut d'Aéronautique de l'Université de Naples. Des informations détaillées sur ces réunions pourront être obtenues auprès de l'Agard, 64 rue de Varenne, Paris (7^e).

Le Budget de la Défense des États-Unis pour 1962

Le Président Kennedy envoya le 28 mars au Congrès des États-Unis un message spécial dans lequel il demanda qu'un supplément de 1.964 millions de dollars soit versé au budget de la défense pour atteindre le chiffre total de 43.800 millions de dollars. Cette proposition fait partie du nouveau programme de défense entrepris par le Président dès le début de son mandat. Voici les principaux extraits du message de M. Kennedy :

RENFORCEMENT ET PROTECTION DE NOTRE FORCE DE DISSUASION ET DE NOS DEFENSES STRATEGIQUES.

« En tant que puissance qui n'attaquera jamais la première, nos espoirs de disposer de quelque chose qui se rapproche de la force de dissuasion absolue doivent reposer sur des armes arrivant de bases cachées, mobiles ou invulnérables qui ne puissent être balayées par une attaque surprise. Une capacité de rétorsion basée sur un nombre adéquat de ces engins dissuaderait tout agresseur de lancer une attaque et même d'en brandir la menace, car il saurait que cette attaque ne pourrait découvrir ou détruire assez de nos forces pour éviter sa propre destruction.

Polaris. La faculté qu'a le sous-marin à propulsion nucléaire équipé de Polaris d'opérer pendant de longues périodes à de grandes profondeurs et de lancer en plongée les missiles balistiques nucléaires à propergol solide dont il est armé, confère à ce système d'armement un très haut degré de mobilité et de dissimulation le rendant virtuellement invulnérable aux attaques des missiles balistiques.

A la lumière du haut degré de succès atteint aujourd'hui dans sa mise au point, sa production et son utilisation, je recommande avec force que le programme Polaris soit considérablement élargi et accéléré. J'ai précédemment donné ordre au département de la Défense de porter de 5 à 10 le nombre des sous-marins inscrits au programme de l'exercice budgétaire 1961, d'accélérer leur livraison et celle des autres sous-marins équipés de Polaris qui sont encore en construction. Cela permettra de disposer de 5 sous-marins opérationnels de plus environ neuf mois plus tôt qu'il n'était primitivement prévu.

Pour 1962, je recommande la construction de dix sous-marins de plus, portant ainsi leur total à 29, plus un ravitailleur. La livraison de ces dix sous-marins, plus les dix inscrits au programme pour 1961, est prévue à la cadence de un par mois, soit douze par an, à partir de juin 1963, alors que la cadence antérieure était de 5 par an. Selon ce plan, une force de 29 sous-marins équipés de Polaris peut être achevée et mise à la mer deux mois avant le programme actuel qui prévoyait 19 bateaux, et deux ans plus tôt que cela n'aurait été possible à la cadence antérieure de cinq bateaux par an. Ces 29 sous-marins, chacun avec son équipement complet de missiles, constitueront une force de dissuasion formidable.

Je recommande également que le développement des Polaris A-3 à longue portée soit accéléré, afin que ces missiles soient disponibles un an plus tôt, même si cela doit entraîner des réductions de crédits pour la réalisation des engins du type A-2.

Ce missile à plus longue portée, doté d'une puissance de pénétration améliorée, augmente la souplesse opérationnelle des forces équipées de Polaris et les expose moins aux attaques anti-sous-marines partant des bases côtières. Enfin, nous devons accroître les attributions de missiles Polaris aux exercices de mise à feu, afin de fournir des données systématiques réunies sur des « terrains d'essai » permettant de déterminer et d'améliorer la capacité opérationnelle de ces missiles.

Les augmentations demandées pour ce programme, y compris 15 millions de dollars pour des équipages supplémentaires, constituent la plus grosse partie des augmentations du budget — 1 milliard 340 millions

de dollars pour une période de 4 ans, bien que 270 millions de dollars seulement de dépenses soient prévus pour l'exercice budgétaire 1962. J'estime que c'est là un sage investissement sur l'avenir.

Minuteman. Un autre système de missile stratégique qui jouera un rôle capital dans notre force de dissuasion, doté d'une résistance extrêmement grande aux attaques de missiles balistiques, c'est le Minuteman à propergol solide. Ce système est conçu pour être installé dans des emplacements souterrains protégés, judicieusement répartis, et, éventuellement, pour être utilisé comme élément mobile monté sur des wagons de chemins de fer.

La capacité de production des missiles Minuteman devrait être doublée pour nous permettre d'atteindre plus rapidement des niveaux de puissance encore plus élevés, au cas où les conditions futures justifieraient le doublement de notre production.

Au total, ces recommandations concernant le Minuteman exigeront l'addition de 96 millions de dollars aux évaluations du budget de janvier.

Skybolt. Un autre type de missile qui paraît moins susceptible de pouvoir être totalement éliminé par une attaque de l'ennemi est le missile air-sol porté par un avion qui peut décoller avant qu'une attaque commence. Le Skybolt est un missile balistique à longue portée (1.600 km), à tête nucléaire, à propergol solide, à lancement aérien et prévu pour être transporté par le B-52 et les bombardiers britanniques V.

Je recommande que 50 millions de dollars supplémentaires viennent s'ajouter au budget 1962 pour permettre à ce programme de se poursuivre à une cadence méthodique.

L'expansion considérablement plus rapide envisagée pour notre force de missiles balistiques n'exclut pas le besoin en bombardiers à équipage — bien qu'aucuns crédits permettant l'achat ultérieur de bombardiers lourds B-52 et de bombardiers moyens B-58 ne soient inscrits au budget de janvier, et que je n'en propose aucun. Notre force de bombardiers existante constitue notre espoir majeur de dissuader une attaque pendant la période qui précède l'achèvement de notre expansion dans le domaine des missiles.

Je recommande en conséquence les mesures suivantes pour protéger nos bombardiers de dissuasion :

1. **Capacité d'alerte aéroportée.** La part de notre force qui tient constamment l'air est manifestement l'élément le moins vulnérable. Je demande des fonds permettant de poursuivre au rythme actuel les vols d'entraînement et de compléter la capacité et les matériels tenus en réserve en vue de mettre sur pied d'alerte aéroportée en tout temps le huitième de notre force totale de bombardiers lourds.

2. **Accroissement de la force d'alerte au sol et des alertes contre les bombardements.** Les bombardiers stratégiques maintenus en état d'alerte au sol et prêts à décoller en 15 minutes peuvent avoir aussi à un haut degré des chances de survivre à condition qu'on dispose d'un système d'alerte adéquat et fonctionnant au bon moment. Je recommande en conséquence que la proportion de nos forces en B-52 et B-47 en alerte au sol puisse être accrue à concurrence de la moitié environ de notre force totale.

AMELIORATION DE NOS SYSTEMES DE DEFENSE ET D'ALERTE COUVRANT LE CONTINENT.

En raison de la vitesse et de l'effet destructeur du missile balistique intercontinental et en raison du secret dont peut être entouré son lancement, l'alerte donnée en temps opportun pour toute attaque éventuelle est d'une importance cruciale non seulement pour protéger notre population, mais pour protéger également une part suffisante de nos forces militaires, décourageant ainsi une telle attaque avant qu'elle ne soit lancée. Car tout assaillant sait que chaque minute gagnée en supplé-

ment signifie qu'une plus grande partie de notre force de rétorsion peut être lancée avant qu'elle ne puisse être détruite au sol.

Pour compléter le système d'avertissement rapide de l'arrivée de missiles balistiques (BMEWS), dont la construction se poursuit aussi vite que possible, le système d'avertissement porté par satellite Midas, actuellement en cours de développement, est destiné à assurer un délai d'environ 30 minutes en détectant les missiles immédiatement après leur lancement. Associé au BMEWS, Midas augmenterait considérablement l'assurance de pouvoir tabler en temps voulu sur un délai raisonnable. Je recommande que 60 millions de dollars soient ajoutés au budget de 1962, afin d'accélérer l'achèvement de la phase de mise au point du programme Midas, dans le but de réaliser plus rapidement un système opérationnel.

Pendant quelques années au moins nous devons cependant continuer à assurer une défense contre les attaques de bombardiers ayant à leur bord un équipage. Une telle attaque a toutes chances de coïncider avec une attaque par missiles balistiques ayant pour but de rendre inutilisable notre système de défense anti-bombardier, ou de suivre une telle attaque. Des mesures doivent donc être prises pour augmenter la capacité de notre système de défense anti-aérienne, afin de pouvoir faire face à une attaque combinée. Je recommande que 23 millions de dollars soient ajoutés à cette fin au budget de 1962.

AMELIORATION DU COMMANDEMENT ET DU CONTROLE DE NOTRE FORCE STRATEGIQUE DE DISSUASION.

16 millions de dollars supplémentaires sont demandés pour cette tâche.

AUTRES PROGRAMMES SPATIAUX ET PROGRAMMES DE RECHERCHE LIES A NOS FORCES AERIENNES DE DEFENSE STRATEGIQUE ET CONTINENTALE.

Ces programmes comprennent les projets Dynasoar, Advent, Defender, Discoverer et certains autres. De nouvelles autorisations de crédits d'un montant de 226 millions de dollars sont demandées pour les financer.

RENFORCEMENT DE NOTRE CAPACITE DE DECOURAGER LES GUERRES LIMITEES OU DE LEUR IMPOSER DES BORNES.

La sécurité du monde libre peut être compromise non seulement par une attaque nucléaire mais aussi, quelle que soit notre puissance stratégique, par un lent grignotement des régions périphériques, par les forces de la subversion, de l'infiltration, de l'intimidation, de l'agression indirecte ou dissimulée, de la révolution interne, du chantage diplomatique, des activités de guérilla ou d'une série de guerres limitées.

Mais, pour faire face à nos vastes engagements et aux améliorations qu'exigent nos forces classiques, je fais les recommandations suivantes :

DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE PORTANT SUR LES ARMEMENTS NON-NUCLEAIRES.

Ce dont nous avons besoin, c'est de types entièrement nouveaux d'armes et d'équipement non-nucléaires dotés d'une puissance de feu, d'une mobilité et de transmission améliorée et mieux adaptées aux genres de tâches qui seront très vraisemblablement exigées de nos forces engagées dans des guerres limitées. J'entends aussi bien ici la guerre anti-sous-marine que les opérations terrestres et aériennes. Je recommande en conséquence une autorisation de crédits complémentaire de 122 millions de dollars pour accélérer les programmes actuellement limités de recherche et d'applications militaires et pour assurer la mise en route de programmes entièrement nouveaux.

ACCROISSEMENT DE LA SOUPLESSE DES FORCES CLASSIQUES.

Notre capacité de faire faire mouvement à des forces assez importantes à bref délai et d'être en mesure de les soutenir dans une ou plusieurs zones de crise

pourrait nous épargner des engagements ultérieurs beaucoup plus vastes. Conformément à mes précédentes directives, le secrétaire à la Défense a pris des mesures pour accélérer et accroître la production des appareils destinés aux ponts aériens. 129 nouveaux appareils modernes de ce type, à plus long rayon d'action, seront au total fournis au cours de 1962, alors que les programmes antérieurs en comportaient 50. 172 millions de dollars supplémentaires seront demandés dans le budget de 1962 pour financer ce programme élargi. Je recommande aussi dans ce message 40 millions de dollars pour la construction d'un transport amphibie supplémentaire d'un nouveau type qui accroîtra à la fois la vitesse et les possibilités de pont maritime du corps des Marines ; et 84 millions de dollars pour un accroissement du programme de reconstruction et de modernisation des unités de la Marine, rendant possible une augmentation du nombre des révisions de bâtiments (ainsi qu'un rendement plus élevé des services d'entretien de l'aéronavale). Mais des transports supplémentaires ne suffisent pas à procurer une souplesse rapide. Je recommande le vote de 230 millions de dollars au titre de nouvelles autorisations de crédits pour le développement des achats de matériels, tels que des hélicoptères, des fusils, des armes modernes non-atomiques, des équipements électroniques et du matériel de transmissions, des munitions améliorées pour les armes d'artillerie et d'infanterie, et des torpilles.

ACCROISSEMENT DES CAPACITES NON-NUCLEAIRES DE L'AVIATION DE CHASSE.

L'avion à équipage sera nécessaire même pendant l'ère des missiles 1965-75 pour des missions variées dans une guerre limitée. Le reconnaissance des objectifs, la destruction de tous les types d'objectifs où une extrême précision est requise, et la maîtrise de l'espace aérien au-dessus du territoire ennemi continueront toutes à être des opérations dont l'avion à équipage s'acquittera le mieux. La mise hors service de chasseurs de l'aviation et de la marine attendue pour 1965, jointe au nombre réduit et au vieillissement croissant des appareils subsistants, rend nécessaire le développement d'un chasseur tactique perfectionné, axé sur les possibilités non-nucléaires. Je demande dans ce but 45 millions de dollars. Dans le même temps, je recommande le vote de 25 millions de dollars pour la modification de l'avion de chasse tactique F-105 afin d'améliorer ses possibilités de transporter des pièces d'artillerie de type classique et d'accroître son aptitude à s'adapter aux pistes d'envol dans les régions de toute espèce.

ACCROISSEMENT DU PERSONNEL, DE L'INSTRUCTION ET DE LA PREPARATION DES FORCES CLASSIQUES.

Je recommande de nouvelles autorisations de crédits s'élevant à 39 millions de dollars pour augmenter le personnel de l'armée en vue de développer les unités spécialisées dans la guérilla et d'étoffer d'autres unités existantes, et pour augmenter les effectifs du corps des Marines afin de le rapprocher des niveaux de force autorisés. »

CONCLUSION

Après avoir examiné en détail les nombreuses façons de réaliser des économies afin de compenser les nouvelles dépenses, M. Kennedy a terminé son message en disant :

« Notre position militaire est forte aujourd'hui. Mais des mesures positives doivent être prises si nous voulons disposer du type de forces qui nous seront nécessaires pour assurer notre sécurité dans l'avenir. C'est dans nos préparatifs contre le danger que réside notre espoir de sécurité. Les modifications du programme de défense que j'ai recommandées renforceront considérablement la sécurité de cette nation dans les années dangereuses qui nous attendent. Il n'est pas agréable de demander en ce moment des crédits additionnels pour la sécurité nationale. Notre intérêt, comme je l'ai souligné, réside dans les solutions pacifiques, dans la réduction des tensions, dans le règlement des différends autour des tables de conférence, et non dans le règlement sur les champs de bataille. J'ai l'espoir que cette politique aidera à atteindre ces buts. Je la recommande au Congrès et à la nation. »

RAPPORT DE L'O.E.C.E. SUR L'AIDE ÉCONOMIQUE

INTRODUCTION.

En mars 1961, l'Organisation européenne de coopération économique a publié un rapport sur « les moyens financiers mis à la disposition des pays en voie de développement économique 1956-1959 ». Essentiellement fondé sur les réponses à un questionnaire envoyé aux gouvernements des pays membres et associés de l'O.E.C.E. et au gouvernement du Japon, cette étude procure des renseignements sur les apports de capitaux publics et privés fournis aux pays sous-développés, soit bilatéralement, soit par le canal des institutions multilatérales.

Dans le résumé de ce document, nous apprenons que : « le montant total net des capitaux fournis par les pays membres et les pays associés « évolués » aux pays sous-développés et aux organismes multilatéraux a atteint en moyenne 3,5 milliards de dollars par an pour la période 1950 à 1955, et 6,9 milliards de dollars par an pour les années 1956 à 1959. Plus de la moitié des contributions versées de 1956 à 1959 l'ont été par des gouvernements, principalement sous forme de dons et, dans une mesure moindre mais non négligeable, sous forme de prêts. La majeure partie du reste — 40 % environ — a consisté en apports de capitaux privés. Les sommes versées aux organismes multilatéraux ont représenté 7 % environ du total. Selon les estimations les plus sûres dont on dispose, les pays sous-développés ont également bénéficié entre 1956 et 1959 d'un apport de capitaux japonais, de l'ordre de 0,15 milliard de dollars par an, d'une aide non-militaire du bloc sino-soviétique d'environ 0,14 milliard de dollars par an, et d'un apport d'autres pays évolués de l'ordre de 0,04 milliard de dollars par an.

Au cours des années 1956 à 1959, les Etats-Unis ont fourni plus de la moitié des apports bilatéraux et environ 40 % des fonds multilatéraux. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, pris ensemble, ont versé plus de 80 % des contributions européennes. »

Voici de larges extraits qui résument l'essentiel du document de l'O.E.C.E.

CONTRIBUTIONS BILATERALES

« **Dons du secteur public.** Au cours de la période 1956-59, ces dons se sont élevés à plus de 9 milliards de dollars, dont 5,3 milliards ont été fournis par les Etats-Unis.

L'assistance technique bilatérale est un objectif important des dons publics ; pour beaucoup de pays sans territoires d'outre-mer, elle est l'une des formes principales que revêtent les dons du secteur public. En 1959, elle s'est élevée à 143 millions de dollars dans le cas des Etats-Unis, à 50 millions pour le Canada et 20 millions pour l'Allemagne.

Le total net des nouveaux crédits accordés par les pays membres et associés au cours de la période 1956-59 s'est élevé à environ 2,9 milliards de dollars, dont 1,1 milliard a été accordé par les pays de l'O.E.C.E. et 1,7 milliard par les Etats-Unis. La plus grande partie des prêts accordés par des pays membres venait de la France (525 millions de dollars) et du Royaume-Uni (309 millions). Le bloc sino-soviétique a consenti de son côté pour 550 millions de dollars de prêts.

Le total des crédits de consolidation accordés par les gouvernements membres et associés s'est élevé à 748 millions de dollars entre 1956 et 1959. Dans certains cas, ces crédits représentaient la consolidation de crédits commerciaux qui avaient été consentis antérieurement en vertu d'accords bilatéraux dits « swing agreements » ; dans d'autres cas, ils représentaient la consolidation de dettes contractées au sein de l'UEP ; ces opérations ont été particulièrement importantes en Allemagne et en Italie.

L'échéance des prêts varie sensiblement suivant le pays qui les accorde. Les prêts publics ont presque toujours une échéance de cinq ans ou davantage mais, dans la grande majorité des cas, les garanties publiques de crédits à l'exportation ont une durée de moins de cinq ans. Au Royaume-Uni, 80 % des prêts consentis étaient à 10 ans et plus, et pour les Etats-Unis la proportion

des prêts à plus de 10 ans est d'environ les trois quarts. La majeure partie des prêts consentis par l'Allemagne étaient remboursables en moins de 10 ans.

Au Royaume-Uni, le taux d'intérêt demandé sur les prêts du secteur public sont ceux du marché (autrement dit, ceux auxquels le gouvernement peut lui-même emprunter) augmentés d'une marge de 0,25 % pour frais de gestion. Ces temps derniers les taux ont varié entre 4,3/8 % et 5,5 % suivant les échéances. Dans presque tous les autres pays, il entre un élément de subvention dans une partie au moins des prêts publics. En France, les prêts sont généralement consentis aux gouvernements d'outre-mer à 2,5 % et aux entreprises privées à 5,5 %. En Allemagne, certains prêts ont été négociés aux taux du marché, taux qui oscillaient récemment entre 5,5 % et 7 % pour les emprunts à long terme ; mais les prêts financés sur les fonds de contrepartie ont été assortis de taux d'intérêt moins élevés. Aux Etats-Unis, les taux varient suivant la catégorie à laquelle le bénéficiaire du prêt appartient ; l'intérêt demandé par l'« International Cooperation Administration » (ICA) et par le « Development Loan Fund » (DLF) sur les capitaux que ces deux organismes prêtent aux gouvernements était, récemment, de 3,5 %, tandis que les taux des crédits accordés par la Banque « Export-Import » variaient entre 3,75 % et 5,5 % suivant la durée du prêt et le genre de projet envisagé. Les prêts soviétiques sont généralement consentis à 2 ou 2,5 %.

Les dons ne sont presque jamais subordonnés explicitement à l'achat de marchandises du pays donateur. Mais, dans la pratique, ils sont presque toujours une source d'exportations pour ce pays, en partie parce qu'ils comprennent une forte proportion de dons en nature (qu'il s'agisse de marchandises ou de services d'assistance technique) et en partie parce qu'ils font l'objet d'arrangements administratifs.

Au contraire, une forte proportion des prêts consentis aux pays sous-développés est soumise à certaines conditions d'emploi. Dans le cas des Etats-Unis, les deux tiers des prêts sont octroyés par la Banque « Export-Import », qui n'accorde que des emprunts « liés ». Plus de la moitié des crédits que le gouvernement britannique a accordés en 1958 et 1959 étaient subordonnés à des achats dans le Royaume-Uni. En Allemagne, plus de 60 % des prêts accordés par le gouvernement ont relayé des crédits déjà utilisés pour l'achat de marchandises allemandes. En France, l'octroi des crédits n'est pas subordonné à des conditions explicites.

Le montant total net des nouveaux crédits d'origine privée accordés par les pays membres et associés aux pays sous-développés a été en moyenne légèrement inférieur à 2,8 milliards de dollars par an entre 1956 et 1959. Sur ce chiffre, près de 1,2 milliard de dollars provenaient des Etats-Unis et près de 1,6 milliard de l'Europe. Les principaux exportateurs européens de capitaux privés ont été le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne.

En Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Suisse, aux Etats-Unis et au Canada, les résidents sont libres d'exporter des capitaux sous forme, soit de placement de portefeuille, soit d'investissements directs. En France et au Royaume-Uni, les investissements que les résidents désirent effectuer en dehors de la zone franc et de la zone sterling sont réglementés. Dans la plupart des autres pays, il faut une autorisation spéciale de l'administration pour pouvoir investir des capitaux à l'étranger. En Belgique, en Allemagne, en Suisse, au Canada et aux Etats-Unis les étrangers ont accès au marché des capitaux au même titre que les résidents.

Le régime fiscal auquel sont soumis les bénéfices réalisés à l'étranger a une incidence sensible sur les investissements de capitaux à l'étranger ; ce régime varie considérablement d'un pays à l'autre. Tous les pays membres évolués ont institué un système de garantie des crédits à l'exportation, et il en existe également un aux Etats-Unis et au Canada. Dans tous les pays la garantie des crédits à l'exportation est fournie sur des bases commerciales. Le coût de l'assurance et la

« LA FAMINE, CONSTANTE DE L'ECONOMIE CHINOISE ».

Perspectives, Paris, 18 mars.

ETATS-UNIS

« LE PROGRAMME DE J. KENNEDY ».

Informations et Documents, Paris, mars, p. 4.

Un article sur le programme économique de M. Kennedy.

GIOVANNA, E.D.

« LA NUOVA LINEA POLITICA DEGLI AMERICANI IN AFRICA ».

Esteri, Rome, 15-31 mars, p. 7.

Le Président Kennedy désire adopter une politique définie en Afrique pour faire face à la menace que représentent les luttes au Congo et en Algérie, la politique ambiguë suivie par le Ghana et la Guinée, le racisme en Afrique du Sud et, d'une façon générale, la misère qui sévit dans de nombreuses régions.

« NEEDED - MORE MARSHALL SPIRIT ».

Economist, Londres, 25 mars, p. 1183.

Un article sur la nouvelle formule d'aide à l'Etranger suivie par les Etats-Unis.

FRANCE

COHEN, Cdr. Kenneth.

« PLANNING FOR EXPANSION ».

European-Atlantic Review, Londres, mars-avril,

p. 36.

Analyse du second Rapport Rueff.

INDE

« L'INDE A BESOIN D'UNE AIDE EXTERIEURE ».

L'Economie, Paris, 9 mars, p. 6.

INDONESIE

CHATEAUVIEUX, Pierre.

« INDONESIE AU VISAGE CHANGEANT ».

Revue de Défense Nationale, Paris, mars, p. 479.

Les milieux diplomatiques éprouvent quelque inquiétude, note l'auteur de cet article, au sujet des récents événements en Indonésie.

ITALIE

CREA, V.

« I PIANI DI SVILUPPO DELL' ECONOMIA ITALIANA ».

Esteri, Rome, 15-31 mars, p. 21.

LAOS

« A CURE FOR LAOS »

Economist, Londres, 11 mars, p. 934.

Une atténuation de la crise n'est pas suffisante, pense l'auteur de cet article : une solution à long-terme, basée sur la neutralité, devrait être recherchée.

« REPORT FROM LAOS : IT LOOKS LIKE ONE MORE COUNTRY GOING TO THE COMMUNISTS »

U.S. News & World Report, Washington, 27 mars, p. 52.

Article sur la situation actuelle au Laos, comprenant une chronologie des événements récents.

MOYEN-ORIENT

WARR, D.C.

« THE ARABIAN PENINSULA IN BRITISH STRATEGY »

Military Review, Fort Leavenworth Kansas, février, p. 37.

M. Watt souligne l'importance vitale du Moyen-Orient pour la stratégie britannique.

STEHLE, Hansjakob.

« SINKENDER STERN AM NIL »

Frankfurter Allgemeine, Francfort-sur-le-Main, 14 mars p. 1.

WOODHOUSE, C.M.

« MIDDLE EASTERN PROSPECTS : A CONFESSION OF CAUTIOUS OPTIMISM »

Encounter, Londres, avril p. 42.

Un article dans lequel l'auteur donne les raisons de son optimisme.

PAYS-BAS

« LE SYNDICALISME OUVRIER AUX PAYS-BAS »

L'Economie, Paris, 2 mars, p. 7.

ROYAUME-UNI

MEGRET, Maurice :

« L'ANGLETERRE ET LE DETERRENT NATIONAL »

Revue de Défense Nationale, Paris, mars, p. 423.

WILSON, Rt. Hon. H.

« A FOUR-YEAR PLAN FOR BRITAIN »

New Statesman, Londres, 24 mars, p. 462.

UNION SUD-AFRICAINE

JENNINGS, Sir Ivor

« THE EFFECTS OF DR. VERWOERD'S DECISION »

The Listener, Londres, 23 mars, p. 511.

U.R.S.S.

LOWENTHAL, Richard.

« DIPLOMACY AND REVOLUTION : THE DIALECTICS OF A DISPUTE ».

The China Quarterly, Londres, janvier-mars, p. 1.

Richard Lowenthal note que la déclaration politique et l'appel aux peuples du monde adoptés en décembre dernier par la conférence de Moscou « marque la fin d'une phase dans le différend entre les lignes de conduite des dirigeants de la Chine et celle de l'Union Soviétique ».

KENT, Nikolai.

« SOVIET PLANS FOR DEVELOPING HEAVY INDUSTRY IN THE SATELLITE COUNTRIES ».

Bulletin de l'Institut pour l'Etude de l'U.R.S.S., Munich, février, p. 3.

BJELAJAC, Slavko N.

« SOVIET ACTIVITIES IN UNDERDEVELOPED AREAS ».

Military Review, Fort Leavenworth, Kansas, février, p. 57.

Les Soviétiques considèrent comme temporaires leurs relations amicales avec les Gouvernements bourgeois qui poursuivent une politique neutraliste. Leur but ultime demeure la prise du pouvoir par le prolétariat.

BELMONTE, Luca.

« LA POLITICA DI KRUSCHEV VERSO GLI STATI SATELLITI ».

Esteri, Rome, 15-31 mars, p. 13.

PUBLICATIONS OTAN

NATO Civil Defence Bulletin.

Vol. 7, n° 1, février 1961.

Communiqués de presse :

(61) 7 — M. Casardi, Secrétaire Général par intérim de l'O.T.A.N., 6 mars 1961.

(61) 8 — Bourses de Recherches O.T.A.N. 1961-1962.

Rectificatifs : Deux erreurs se sont glissées dans le dernier numéro des *Nouvelles de l'O.T.A.N.* Nous tenons à les signaler à nos lecteurs et à nous en excuser. En page 11, le Docteur Helms a été qualifié de membre du Comité Scientifique de l'O.T.A.N., alors qu'il est en réalité membre du Bureau du Conseiller Scientifique. En page 22, il est évident que les chiffres du Tableau 1 sont en millions d'hommes et non de livres sterling.

Les

NOUVELLES DE L'OTAN

peuvent être obtenues à l'une des adresses suivantes

ÉDITION FRANÇAISE

« *Nouvelles de l'OTAN* »

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine, Paris, 16^e.

ÉDITION ALLEMANDE

« *NATO Brief* »

Presse- und Informationsamt der Bundesregierung,
Welckerstrass, 11, Bonn, Allemagne.

ÉDITION ITALIENNE

« *Notizie NATO* »

Comitato Italiano Atlantico,
Palazzo Firenze,
Piazza di Firenze, 27, Roma (231), Italie.

ÉDITION DANOISE (trimestrielle)

« *NATO Nyt* »

Atlantsammenslutningen
Forchammersvej 13,
Copenhague, Danemark.

ÉDITION ANGLAISE

« *NATO Letter* »

Royaume-Uni

The Central Office of Information
Hercules Road, Westminster Bridge Road,
London, S.E.1.

Etats-Unis

Distribution Planning,
Office of Public Services,
Department of State, Washington 25, D.C.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division,
Ottawa, Ontario.

ÉDITION GRECQUE (trimestrielle)

« *Delta NATO* »

Société Atlantique grecque
Stoa Pasmazoglou
39, Odos Panepistimiou
Athènes, Grèce.

ÉDITION TURQUE (trimestrielle)

« *NATO Dergisi* »

Uçan Türk
Türk Hava Kurumu,
Ankara, Turquie.

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées par le Service de l'Information
de l'OTAN

Directeur : JOHN E. MCGOWAN

Rédactrice en chef : SHEVAWN LYNAM

Rédacteurs adjoints : JEAN DE MADRE et DOUGLAS WYNDHAM-HARRIS

Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent être reproduits librement en mentionnant leur origine. La reproduction des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.

